

No 34 du 5 juillet au 25 juillet 1978
Supplément à *l'Humanité rouge* No 920

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

Les intérêts soviétiques en Asie

Pages 16-17

LE SALE PLAN D'ETE CONTRE LES IMMIGRES

(Pages 12—13)

COMMUNIQUE

Troisième session du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France

La Troisième session ordinaire du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France, issue du 3e Congrès, s'est réunie à Paris les 24 et 25 juin 1978.

Elle a entendu, discuté et approuvé un rapport politique présenté par le secrétaire général au nom du Bureau politique.

Ce rapport qui apprécie comme positive l'activité de l'ensemble du Parti depuis la 2e session comporte une analyse de la situation internationale soulignant l'aggravation des menaces de guerre.

Le Comité central a décidé de porter à un niveau plus élevé et plus actif la lutte contre la guerre que préparent les deux superpuissances, et plus particulièrement plus que jamais, le social-impérialisme russe. Il fait ressortir également la nécessité d'engager rapidement l'ensemble du Parti dans la préparation de la bataille politique des élections au Parlement européen, convoquées pour juin 1979.

Le rapport politique étudie aussi la situation en France, dénonce la politique réactionnaire du nouveau plan Barre et engage à poursuivre la lutte contre lui. Il réaffirme le plein engagement du Parti dans les luttes en cours des travailleurs des villes et des campagnes. Il examine la profonde crise des partis traditionnels de gauche, et en particulier du Parti communiste français.

Sur la base de ce rapport, la 3e session a décidé de poursuivre et d'intensifier les efforts entrepris à l'initiative du Bureau politique, le 22 avril dernier, en direction des militants et des sympathisants du Parti communiste français. Ces décisions visent à développer les luttes pour l'unité, pour le pain, pour la liberté et contre la guerre.

La 3e session du Comité central a réaffirmé la poursuite nécessaire des efforts engagés avec le PCRml pour l'existence d'un seul Parti communiste marxiste-léniniste pour la classe ouvrière et le peuple de notre pays.

Le Comité central a enfin décidé de prendre des initiatives pour renforcer l'utilisation par le Parti de toutes les possibilités légales qu'il a à sa disposition dans la situation actuelle, conformément au rapport politique du 3e Congrès du Parti.

Le rapport politique adopté par le Comité central a été rendu public dans l'édition de *l'Humanité rouge*, quotidien du samedi 1er juillet.

ABONNEZ-VOUS L'HUMANITE ROUGE Quotidien

	Pli ouvert	Pli fermé
1 an	350 F	700 F
6 mois	180 F	360 F
3 mois	90 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	60 F

Abonnement de soutien

1 an	500 F
6 mois	250 F
3 mois	150 F
1 mois	50 F

BP 61, 75861, Paris cédex 18
Adresse : L'Humanité rouge

SOUSCRIPTION

D'habitude, pendant la période des congés, la souscription se ralentit. Pourtant, nous avons actuellement de grandes difficultés financières et des échéances pour les mois qui viennent.

C'est pourquoi nous vous demandons de faire tout votre possible pour inciter les travailleurs qui vous entourent, connaissent ou lisent notre presse, à continuer de souscrire régulièrement pendant les deux mois qui viennent.

Total souscription au 30 juin 1978 : 191 220,96 F.

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom .... Prénom : ....
Rue : .... Commune : ....
Code Postal : ....

LA FAUCILLE

1 an : 60 F
6 mois : 30 F
(le numéro : 3 F)

Rédaction-administration
adresse : BP 258
75866 Paris Cédex 18
CCP 564 83 P - Paris

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro



Photo Commission culturelle du Comité de Coordination des foyers Sonacotra.

Photo extraite du calendrier 1978 des résidents des foyers Sonacotra.

Politique intérieure



Informations générales

Culturel

International

La France des luttes

L'Humanité rouge
BF 61
75861 Paris Cedex 18 -
CCP : 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépot légal 3e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty.

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Forest, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Pierre Marceau, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction et maquettiste* : Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directrice de publication* : Suzanne Marty.

Barre

« Travaille, épargne et tais toi »

« Travailler, épargner, innover, exporter. Tout le reste est bavardage ». Ce sont les quatre nouvelles mamelles de la France citées par Barre. Ces propos sont clairs comme de l'eau de roche. Travaillez pour l'exportation, c'est-à-dire pour le maximum de profits des grandes firmes exportatrices et taisez-vous, sinon gare au bâton !



Barre encourage les patrons à renforcer leur exploitation.

En fait, rien n'est plus simple, dans la logique de Barre : toute sa politique s'inscrit dans le cadre de l'accentuation de la tendance naturelle, propre à tout capitalisme monopoliste d'État : monopolisation de l'économie (concentration des moyens de production, du capital).

Et le plan Barre vise à favoriser les monopoles qui, par leur taille et leur capacité à faire des profits, peuvent exporter et se tailler des parts croissantes du marché mondial. L'objectif, c'est donc de leur permettre de faire face à la concurrence étrangère et de conquérir des marchés extérieurs. Pour cela, soit les capitalistes innovent et parviennent à détenir un monopole technologique, soit ils vendent à des prix compétitifs par rapport à l'étranger, c'est-à-dire qu'ils augmentent leur productivité. La recherche de la compétitivité pour affronter la concurrence internationale pousse nombre de capitalistes exportateurs à innover.

Innover et travailler

L'innovation, c'est la recherche de matériels encore plus performants, venant accélérer les suppressions d'emplois et la montée du chômage, tandis que l'intensification de la production sera obtenue avec l'augmentation des cadences.

L'innovation, c'est aussi la fabrication de produits de haut de gamme, c'est-à-dire des produits très élaborés qui intègrent beaucoup de travail et de plus-value. Par exemple, Waterman dont les exportations ont augmenté de 90 % depuis 1974 développe une stratégie de spécialisation au Japon. Les gros profits réalisés sur ces produits permettent de financer les « frais d'approche » (publicité). L'exemple que suivent les monopoles français, c'est celui de l'Allemagne de l'Ouest qui exporte deux fois plus que la France avec une gamme de produits beaucoup plus restreinte mais ces produits contiennent le double de valeur ajoutée, comme le disent les bourgeois, c'est-à-dire plus de travail et de plus-value.

Mais, conserver une part du marché mondial et s'emparer de marchés extérieurs, cela suppose que les firmes occupent d'abord une position de force sur le marché national et dégagent de copieux profits.

Une position de force sur le marché national

Ces profits seront utilisés pour soutenir leurs exportations ou vendre à bas prix (dumping) pour s'imposer à l'étranger. Par exemple, Renault, avec les profits extorqués par l'augmentation des cadences, vient d'acheter une firme aux USA qui montera et distribuera la R5 dans ce pays.

Épargner

De plus, tandis que la taxe sur l'essence pour tous les travailleurs augmente, les gros actionnaires qui achèteront encore des parts dans les sociétés cotées en Bourse, eux seront exempts d'impôts. Tout cela, pour renforcer les capacités de financement des monoples afin qu'ils se lancent à l'assaut des marchés étrangers. C'est ceux-là qui sont encouragés par Barre. Comme il le dit : *« Le rôle de l'État est d'aider à sauver ce qui est sain »*, c'est-à-dire ceux qui sont les plus rentables, les plus gros. De même, lorsque Giscard déclare : *« En 1977, la France a exporté un milliard trois cent mille francs de textiles finis de plus qu'elle n'en a importé. Cela prouve qu'il y a dans l'industrie des créneaux dans lesquels la France peut reconstituer une supériorité de compétition ou de technologie »* cela signifie qu'il s'intéresse, dans chaque branche, aux seules firmes capables d'exporter et d'arracher des marchés. Les autres, à bout de souffle, on ne daignera plus leur prêter attention et peu importe le cortège de licenciements que cela entrainera.

Et Barre de surenchérir : *« S'ils (les chefs d'entreprise) augmentent leurs prix de façon inconsidérée et ont ensuite des difficultés, qu'ils ne comptent pas sur le gouvernement pour introduire des subventions ou limiter la concurrence internationale »*. Oui, Barre laisse les mains libres aux patrons. Cela veut dire qu'ils les encourage à renforcer l'exploitation féroce sur les travailleurs. *« Travailler, épargner, innover, exporter »*, Barre semble ne connaitre que ces quatre verbes. Il en oublie un que toute la France conjugue en ce moment : *lutter.*

Catherine LEMAIRE

Augmentation des dangers de guerre dans le monde

L'EUROPE EST CONCERNEE

Il y a deux ans encore, la déclaration du chef d'État sénégalais, Léopold Senghor, affirmant : *« la troisième guerre mondiale a commencé en Angola »*, aurait fait sourire. La grande presse l'aurait présentée complaisamment, ou bien carrément ignorée. Aujourd'hui elle est abondamment commentée, avec sérieux, avec gravité. Et cette prise de conscience des menaces de guerre qui grandissent dans le monde n'est pas l'affare des seuls spécialistes de l'information.

Plus ou moins confusément, les travailleurs de France perçoivent de mieux en mieux les tensions qui se multiplient au plan international et s'en inquiètent légitimement. Ils comprennent davantage que les multiples conflits qui éclatent un peu partout dans le monde, au Proche Orient, en Asie et surtout en Afrique, ne sont pas étrangers à leur propre sécurité, qu'ils concernent directement.

Une offensive sans précédent de l'URSS

Comme avant 1939, où les événements d'Espagne, d'Éthiopie, d'Autriche, de Tchécoslovaquie révélaient progressivement l'appétit expansionniste de l'Allemagne hitlérienne, les guerres locales qui s'allument au Liban, au Zaïre, dans la corne de l'Afrique, à la frontière du Cambodge et du Vietnam, portent la marque de l'offensive sans précédent de l'URSS, un pays qui n'est plus socialiste, mais bien impérialiste et qui rivalise de façon acharnée avec les USA pour s'imposer comme premier gendarme du monde.

La session plénière de l'ONU sur le désarmement qui vient de s'achever n'aura guère apporté de propositions concrètes. Elle a toutefois eu le mérite de mettre davantage en lumière encore le gouffre qui ne cesse de se creuser entre les paroles de détente et de paix si complaisamment distribuées aux peuples du monde et la folle course aux armemements entretenue entre l'URSS et les USA qui les menace tous.

L'Europe directement visée

Une fois de plus l'Europe se trouve directement visée. Son potentiel humain, économique, technologique, est un élément absolument décisif pour les plans de domination mondiale, nourris par chacune des deux superpuissances. Mais prendre conscience du danger de guerre ne suffit pas. Pour y riposter efficacement, il faut encore distinguer clairement d'où vient la menace essentielle. Il faut reconnaitre que c'est de l'URSS que vient le principal danger. Dans les années 1950-1960, c'est l'ombre de la CIA qui se profilait derrière la plupart des coups d'État, la subversion, les agressions qui se déroulaient dans le monde. Il n'en va plus de même aujourd'hui comme en témoignent les derniers événements du Shaba, d'Afghanistan, des deux Yémen.

Aujourd'hui, c'est l'URSS qui pousse ses pions un peu partout sur les divers continents. Les guerres périphériques locales qu'elle provoque ou attise dans le tiers monde visent essentiellement à obtenir de nouvelles zones d'influence, de nouvelles bases militaires, à contrôler le ravitaillement en matières premières et les voies de communication maritimes de l'Europe. C'est elle qui intensifie sans arrêt son énorme effort de guerre, masse ses troupes, ses chars, ses missiles aux frontières de l'Europe de l'Ouest pour tenter d'emporter un avantage militaire décisif sur les USA.

Ainsi la situation est grave pour l'avenir et la paix, il ne sert à rien de le dissimuler, au contraire, une telle attitude ne peut que favoriser les projets de ceux qui rêvent d'asservir notre peuple avec les autres peuples du monde.

Il est urgent de se mobiliser

Avec ces derniers il est urgent de se mobiliser activement pour s'opposer aux fauteurs de guerre, pour mettre en difficulté leurs plans agressifs. Ils ne sont finalement qu'une poignée, même si la menace qu'ils font peser est réelle et grave, par rapport à la multitude des pays et des peuples qui aspirent à la paix, et qui, dès aujourd'hui, doivent travailler à s'unir contre eux. Et si leur folie criminelle conduisait les deux superpuissances à déclencher une troisième guerre mondiale, cette unité, déjà forgée et vigilante sera le moyen le plus sûr et le plus rapide de conduire à leur perte les agresseurs impérialistes.

Annie BRUNEL

Ils se concertent : nous faisons grève

Ceyrac, le patron des patrons français, l'avait appelée de tous ses vœux. Giscard et Barre l'ont mise en application. Séguy, Maire et Bergeron en ont joué le jeu. La politique de concertation semblait devoir connaître les beaux jours... jusqu'au moment où éclatèrent les grandes grèves de Renault et des Arsenaux.

Le gouvernement et le grand patronat avaient misé sur le désarroi que causa un temps aux travailleurs la victoire de la droite aux législatives. Le plan Barre numéro 3 annonçait clairement la couleur : tout faire pour développer les secteurs monopolistes en pointe, à n'importe quel prix.

« Quand on discute, on ne lutte pas »

Une telle politique ne pouvait que susciter en réponse des luttes dans les entreprises. Mais patrons et gouvernement espéraient être tranquilles jusqu'en septembre : le temps pour eux de mettre en place à grands pas leur politique économique.

Pour mieux faire avaler la pilule, ils mirent en place une politique de concertation. A l'ouverture de Giscard aux partis de l'opposition correspondait la concertation de Barre et Ceyrac avec les dirigeants des centrales syndicales.

La concertation n'avait pas pour but de discuter des grands problèmes sociaux et d'y trouver une solution. La libération des prix entraînait une baisse du niveau de vie, la restructuration industrielle entraînait des fermetures et des licenciements (dans les Vosges, c'est toute une région qui est touchée).

Mais lors des réunions de concertation, à tous les niveaux, le gouvernement et le patronat posaient leurs exigences, leurs décisions. Sans plus. *« Je ne suis pas venu négocier, mais vous informer des décisions du gouvernement »*, devait déclarer le représentant ministériel lors d'une rencontre avec les syndicats de l'armement.

« Quand on discute, on ne lutte pas », pensait le gouvernement, espérant ainsi bénéficier d'une ère de paix sociale à peu de frais.

Ceux qui acceptent et ceux qui refusent

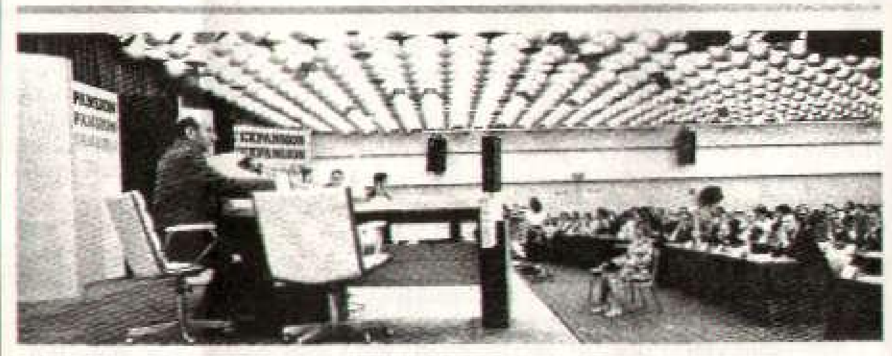
Les directions confédérales des syndicats jouèrent le jeu de cette concertation. Sans mobilisation ouvrière ou populaire, ils allaient négocier (à froid) avec un gouvernement et un patronat qui refusaient toute négociation.

Et ce fut un double coup de semonce dans le ciel bleu de l'État giscardien : les grèves de Renault et des arsenaux. Chaque fois le même point de départ : ils refusent de négocier, de nous écouter, de prendre en compte nos revendiations ? Nous allons les leur imposer.

Déjà, d'autres luttes avaient éclaté : à la RATP à Paris, dans les hôpitaux, à Terrin à Marseille, dans les Vosges... Le patronat avait montré qu'il appliquait à la lettre les consignes de Barre : ne rien lâcher. Il fallait passer à un stade supérieur.

Dès lors, les grèves de Renault et des arsenaux prenaient une dimension politique : c'était un coup porté à la politique de concertation giscardienne. Un coup dont elle aura du mal à se remettre.

Philippe LECLERC



Début juin, Krasucki expose la ligne de son syndicat devant une assemblée de patrons à un forum de L'Expansion...

Un vieux truc des patrons

La concertation est un vieux truc de la bourgeoisie. Elle fut mise en place après la guerre, en 1945. Elle fut reprise de façon plus nette après le grand mouvement révolutionnaire de 1968, avec Chaban-Delmas. Mais toujours, le gouvernement et le patronat ont voulu par ce biais nier la lutte de classe, l'étouffer dans l'œuf.

Car c'est bien là l'objectif de la concertation. Voilà ce que déclarait Chaban, après avoir signé dans le cadre de la concertation, un des premiers « contrats de progrès », avec les directions syndicales d'EDF : *« Aujourd'hui, s'est produite une véritable révolution... pendant deux ans, ou plus exactement pendant vingt et un mois, vous pouvez considérer qu'il n'y aura plus de grève... Ainsi l'État-patron, en modifiant ses rapports avec les travailleurs, est en train de débloquer la société ».*

Que faire quand les monopoles coulent ?

Les dépôts de bilan, les règlements judiciaires se succèdent à un rythme accéléré depuis plusieurs mois. De petites usines sont touchées, mais aussi de véritables monopoles comme Boussac, et le textile en général, la sidérurgie ou les chantiers navals, etc.

A chaque fois, la question est la même : que faut-il faire pour lutter contre le chômage, les licenciements, la déportation des jeunes dans d'autres régions ?

LUTTER POUR L'EMPLOI ..

Quand un conflit démarre les revendiations des travailleurs sont presque toujours identiques depuis quelques années, depuis que les Lip, les Coframaille (1) et d'autres travailleurs ont montré l'exemple : *pas un seul licenciement, maintien de l'emploi sur place, maintien des avantages acquis.*

Mais sur ces revendications légitimes, reflétant la volonté de lutte, viennent se greffer d'autres positions moins claires reproduisant elles, un point de vue politique très souvent propagé par les responsables syndicaux porteurs de la ligne politique du PCF ou du PS.

Comment se traduit-il concrètement ?

... OU POUR SAUVER L'ENTREPRISE ?

Prenons par exemple la revue de l'UGICT-CGT, *« Options »*, journal des cadres et techniciens, parlant du cas Boussac. Que dit-elle ? Boussac est-il un *« canard boiteux » ?* « Non, au contraire même, ce pourrait être un modèle, si l'on fait abstraction des *« erreurs »* de gestion de la direction. Un modèle, car Boussac est ce que l'on appelle une entreprise entièrement intégrée : elle participe, elle possède des usines à tous les stades de la fabrication des textiles, elle file, tisse, assemble les vêtements, les distribue. C'est cette intégration qui a fait la force du groupe et la fortune de Marcel. L'outil de production est d'ailleurs moderne et compétitif ».

Bref, est implicite, là comme ailleurs (voir affiche *« navale »* CGT) l'idée que l'entreprise est viable. Peu importe les travailleurs. Un autre exemple : à Saint-Étienne, Manufrance restructure. Le PDG Gadot annonce 350 licenciements. Or, son plan, dit-il, il l'a fait avec l'accord du maire de Saint-Étienne, Sanguedolce du PCF et du député RPR, Neuwirth. Il a ainsi réalisé ce qu'il appelle un *« mini-compromis historique »* (la mairie détient 28 % des actions).

EN FAIT DEUX CONCEPTIONS DIFFÉRENTES

Ces deux positions politiques différentes s'affrontent sur le terrain mais il est vrai aussi que dans les luttes bien souvent les travailleurs s'interrogent sur la raison de la fermeture de leur boite.

L'idée avancée par les dirigeants syndicaux CGT rencontre donc un écho certain. Il est vrai aussi que le socialisme n'est pas pour demain et qu'il faut bien vivre en attendant. Et que pour vivre il faut travailler. On ne peut se contenter d'amour et d'eau fraiche. On ne vivrait pas vieux. Alors, que faire ?

QUESTION DE RAPPORT DE FORCE

Des succès ont été obtenus dans la lutte contre les licenciements et pour les conditions de travail ou les salaires. Comment ? A ces occasions, les travailleurs ont su créer un *rapport de force favorable*. D'abord, ils ont fait largement connaitre leur lutte, ont distribué force tracts, organisé des meetings, fait des manifestations. Ça a été Lip, le Joint-Français, Pennaroya et autres. (2)

Et si cela ne suffisait pas, ils ont barré les routes, attaqué des préfectures (Montefibre) (3). Bref, ils ne se sont pas contentés de défiler derrière les élus, d'envoyer des pétitions. Ils ont violé la légalité bourgeoise en produisant pour leur propre compte (la CIP, Les Lip). Ils ont occupé, établi des piquets de grève, mis sur pied des comités de grève et de soutien, associant syndiqués et non-syndiqués, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes. Autant d'armes qui permettent de se battre et d'arracher des victoire.



Affiche de la navale CGT.

DES RECULS TEMPORAIRES

Mais si ces victoires ont été acquises, elles n'en sont pas moins remises en cause à la première occasion par les patrons, pour peu que retombe la vigilance des travailleurs. Ou bien, ils laissent pourrir le mouvement (30 mois de lutte à Chaix pour rien), surtout si l'objectif de la lutte n'est pas clair ou si les dirigeants syndicaux s'évertuent à présenter des plans de restructuration en ayant comme objectif de prouver que la boite est rentable. Cela forme en quelque sorte un abcès de fixation. Les travailleurs ne sortent pas de leur usine, ils sont prisonniers de la rivalité d'intérêts entre les dirigeants syndicaux et le porte-parole des partis de gauche...

Se battre oui, pour garder son emploi, ses avantages, vivre et travailler au pays. Et si les travailleurs trouvent un emploi et des avantages, c'est un succès, un succès qu'ils doivent à leur lutte, non une preuve que leur entreprise est viable.

Yves LEPIC

1) – Coframaille : grève de femmes, en 1973 dans les Vosges.

2) – Pennaroya : grève à Lyon en 1972 – Grève qui unit les travailleurs français et immigrés.

Joint Français : grève à Saint-Brieuc en 1972. Dans toute la Bretagne se multiplient les comités de soutien ouvriers et paysans.

3) – Montefribre : grève dans les Vosges été 1977.

4) – Grève dans la région parisienne en 1975.

« Pourquoi je viens de démissioner du PCF »

Par Yves Caron, membre du Comité de section du PCF à Renault-Cléon, OS sur machine.

Le secrétaire d'une cellule du PCF de l'usine Renault de Cléon démissionne de ce Parti. Voilà qui témoigne que les contradictions qui secouent le PCF ne sont pas le fait de *« quelques meneurs intellectuels »* comme le prétendent Marchais ou Poperen. Le PCF est-il le parti de la classe ouvrière ? Voilà la question à laquelle cet OS, qui a participé à la lutte récente à Cléon, répond par la négative, sur la base très concrète du rôle joué par ce Parti dans la grève.

Nous sommes sûrs que bien des militants du PCF, animés comme celui-là de la volonté de combattre fermement pour les revendications de salaires, d'emploi, de conditions de travail, se posent la même question. Les faits sont la meilleure réponse.

Je vous annonce aujourd'hui, par cette lettre ouverte, ma démission du PCF.

J'ai pris cette décision au cours de la dernière lutte à Renault-Cléon.

Je me suis rendu compte de ce qu'était le PCF d'après son comportement dans la lutte.

Pourquoi les cellules du Parti ne se sont-elles pas réunies au cours de la grève ?

C'était pourtant tout à fait nécessaire pour que le Parti joue le rôle d'avant-garde qu'il dit représenter.

Dans ces conditions, il est légitime de se demander qui définit la politique du Parti puisque les cellules ne se sont pas réunies ?

Ce n'est pas la seule preuve de l'absence de démocratie dans ce Parti, je me souviens de la manière bureaucratique dont j'ai été désigné secrétaire d'une cellule. J'en ai été informé le jour de la remise des cartes, l'an passé, sans que ni moi ni les autres membres de la cellule soient consultés.

Mais revenons à la dernière grève à Cléon. Dans un premier temps, est-il normal que le PCF, qui se dit le parti de la classe ouvrière, se soit opposé à la grève par l'intermédiaire de la section CGT qu'il contrôle ? Il est vrai que, par la suite, les responsables CGT, également membres du PCF, ont pris le train en marche, mais c'était pour le freiner !

Ainsi, ils n'ont pas organisé l'occupation de l'usine de façon à y associer le maximum d'ouvriers.

Pire, ils ont refusé la jonction entre les différentes usines de la Régie en lutte à ce moment-là. Ils ont été jusqu'à refuser de faire connaître qu'une délégation de grévistes de Cléon s'était rendue à Flins. Les tracts qui leur ont été rapportés de Flins ont purement et simplement fini à la poubelle.

Enfin, troisième phase de la lutte, quand la grève s'effritait par leurs soins, ils ont appelé sans honte à la reprise du travail.



J'ai pris cette décision au cours de la dernière lutte à Renault

Pour couronner le tout, le dernier jour de la grève, ils ont empêché les grévistes présents sur le parking de prendre le micro. Pour ainsi dire, à aucun moment, les dirigeants du PCF n'ont agi pour que les grévistes soient les maîtres de leur action.

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur le comportement du PCF dans l'usine.

Que penser, en effet, de la réflexion d'un responsable du Parti et de la CGT qui répondait à un ouvrier dans une discussion : *« Pour qui me prends-tu, crois-tu que je sois un simple militant de base ? »* ?

Que penser de la CGT qui dirige le restaurant d'entreprise et qui emploie du personnel intérimaire ? La suppression de l'embauche d'intérimaires par la Régie étant une des premières revendication de la section syndicale CGT. Ce comportement quotidien du PCF dans l'usine et pendant la grève n'est vraiment pas différent de celui du PS dans la section CFDT qui appelait, en pleine occupation, à reprendre le travail et à débrayer 4 h par semaine.

Ce comportement n'est pas propre à la section PCF de l'usine de Cléon.

Dimanche dernier, Roland Leroy, au cours de la fête de la Fédération de la Seine-Maritime, n'a-t-il pas affirmé, dans son discours, qu'il avait soutenu la lutte de Cléon ?

Pourtant, tous les grévistes l'ont simplement et rapidement aperçu avec quelques maires de la région parader devant l'usine. Espérait-il ainsi faire croire que le PCF était avec tous les travailleurs en lutte ?

Il est vrai que dans son discours, il a aussi affirmé que le PCF était le seul parti en France dans lequel il n'y avait pas de divergences politiques et de querelles de boutiques !

Le résultat du comportement du PCF pendant la grève de Cléon, c'est la démission de plusieurs militants du PCF ainsi que de militants CGT. C'est le PCF qui porte la plus grande responsabilité de l'échec. Non, le PCF n'est pas un parti pour les couches sociales les plus défavorisées. Voilà pourquoi je ne puis en rester membre.

CARON Yves
Membre du comité de section du PCF à la RNUR-Cléon.
OS sur machine

Bethune (Pas de Calais)

Quand les patrons sont inculpés...

Un an de prison ferme pour le patron

Roger Leleu, le patron de la cartonnerie de Lestrem, prés de Béthune, ne supportait pas la présence d'un syndicat dans son entreprise. Il n'admettait pas que des ouvriers puissent exercer leurs droits de délégués. Il licencia les cinq élus du personnel. Durant un an et demi, Leleu allait bafouer la loi en refusant de réintégrer les deux délégués CGT Touez et Jolie.

Un procès s'engage... Nous sommes le 1er juin 1978 au tribunal correctionnel de Béthune. Après délibération, les trois juges – Maurice Esmein, Jeannie Garcia, Franck Silvera – rendent leur verdict : un an de prison ferme pour le patron. Celui-ci est arrêté à l'audience et conduit sur le champ à la maison d'arrêt de Béthune...

Tapage, menaces et... affolement

Stupeur chez les patrons, ils se demandent si le ciel ne vient pas de leur tomber sur la tête : la justice, *leur justice* les trahit ! Alors que le mandat de dépôt est une simple décision de justice, parfaitement légale, prise en toute indépendance par trois magistrats, voici que la bourgeoisie se déchaîne.

La cour d'appel de Douai, réputée avec celle d'Aix pour être une des plus réactionnaires de France (cf. encarts) est saisie moins de 24 h après alors que le délai est habituellement de 2 à 3 mois. Cette *« précipitation indécente »* (comme le fera remarquer la section de Béthune du Syndicat de la Magistrature) est à la mesure de l'affolement qui s'empare des exploiteurs.

Les trois juges qui ont rendu le verdict étant membres du Syndicat de la Magistrature, voici que toute une presse acquise au capital relance, pour l'amplifier comme jamais, la fable des *« juges rouges »* (voir les articles du *Journal du Dimanche*, dans le reportage d'Antenne 2, etc...).



Roger Leleu, patron condamné à un an de prison ferme sortira libre au bout de cinq jours...

J'ai rencontré Jeannie Garcia et Franck Silvera : le tapage et les menaces de mort dont ils sont l'objet les laissent indifférents. Vouloir faire passer le jugement de la chambre correctionnelle pour une *« décision syndicale »* leur parait plus relever de la bêtise que de la calomnie. Sereins et modestes, ce sont simplement des juges qui veulent que *« les citoyens soient égaux devant la justice »*. Cela évidemment n'est pas du goût de tout le monde ».

Les rois de l'immunité pénale ne sont pas contents

Le 8 juin dernier, trois cents à quatre cents patrons du Nord devaient manifester dans la rue à Béthune avant de se rassembler aux portes du palais de justice. *« Nous invitons monsieur De Charette et son équipe de gangsters à venir s'expliquer, mais peut-être ne se sentent-ils pas à l'aise avec nous... »* devait lancer un patron. Et Chapron, patron de HGD (Huiles Goudrons dérivés) à Vendin, inculpé lui-même en 1975, devait exprimer son *« écœurement devant des magistrats irresponsables »*. Ce même Chapron n'eut pas l'air de considérer que les conseillers de Douai étaient *« irresponsables »* lorsqu'ils le relaxèrent de son inculpation d'homicide involontaire.

Le courage des juges honnêtes contre une justice de classe

Finalement, comme Chapron, Leleu sera très vraisemblablement relaxé. *Oui, dans la France capitaliste, la justice est bien une justice de classe*, et au-delà des craquements inévitables l'appareil judiciaire demeure bien tenu en main par la classe des exploiteurs. Alors que les tribunaux et les prisons sont pleins de victimes du capitalisme : travailleurs immigrés, jeunes chômeurs..., les patrons sont-ils dans notre société des hors-la-loi au sens profond du terme, sont-ils des intouchables ? En vérité il apparait bien que oui, quelque soit le courage de juges honnêtes qui ont choisi le camp des travailleurs, des opprimés, contre le camp des *« classes possédantes, des riches et des puissants »*.

à suivre →

Une clémence de classe

Le système de jugement en appel permet à la bourgeoisie de maintenir son contrôle de l'appareil judiciaire en annulant les *« erreurs »* de la première instance.

Jugements du tribunal correctionnel de Valenciennes	Arrêts de la cour d'appel de Douai
23/4/75 : licenciement sans autorisation, absence de communication de documents à l'inspecteur du travail – un mois avec sursis et 2 000 F.	– Deux amendes de 500 F.
5/6/75 : infraction à la législation du travail (travail en hauteur sans protection) 2 mois et 15 jours, dont 15 jours fermes, et 3 amendes de 2 000 F.	– Relaxe.
1/10/75 : homicide et blessures involontaires : prévenu No 1 (ingénieur) 1 mois avec sursis – 5 000 F et 500 F d'amendes – prévenu No 2 (directeur d'Usinor) 4 mois avec sursis – 15 000 F et 1 000 F d'amendes.	– Relaxe.

«L'acte de juger est un acte politique»

INTERVIEW DE MAURICE ZAVARO, MAGISTRAT AU PALAIS DE JUSTICE DE BÉTHUNE, MEMBRE DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE.

Une certaine presse a lancé comme un épouvantail l'expression de *« juge rouge »*. Quelle est votre opinion là-dessus ? »

Sur ce point nous disons très fermement que le terme de juge rouge est une aberration, c'est une invention de journaliste. Au-delà de son hétéréogénéité, le Syndicat de la Magistrature s'inscrit dans un courant réformiste, en ce sens qu'il n'a pas pour but la destruction de l'appareil d'État. Le label de juge rouge est d'autant plus aberrant qu'il est porté à l'occasion d'actions judiciaires particulières réprimant une certaine catégorie sociale : patrons, PDG. Mais il ne s'agit là ni plus ni moins que de l'application de la loi, et vouloir simplement appliquer la loi à tout le monde, ne me semble pas être un acte révolutionnaire.

Le journal patronal de la région *« Nord économique »* s'en prend à ceux qu'il nomme *« les excès de politisation de certains magistrats »*. La justice a-t-elle quelque chose à voir avec la politique ? »

L'action du Syndicat de la Magistrature a permis de faire connaître la réalité politique de l'acte de juger. Oui, l'acte de juger est politique, et la norme juridique n'est pas neutre. A cet égard, je le signale, la démarche du Syndicat de la Magistrature est tout à fait légaliste. La tentation de ne pas appliquer la loi parce qu'elle représenterait des intérêts de classe a été repoussée. Nous nous trouvons dans une société donnée à l'intérieur de l'appareil d'État, ne pas appliquer la loi est impossible. Certes, on peut imaginer qu'une nouvelle légitimité apparaisse, qui soit insurectionnelle ou révolutionnaire, et il y aurait d'autres lois, une nouvelle norme juridique, une nouvelle légitimité. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui, la loi par conséquent est là pour que nous l'appliquions. C'est ici qu'intervient le reproche de *« politisation »*, car dans l'application il y a un problème de choix : des textes différents peuvent s'appliquer à un même problème. La loi comporte des contradictions internes et il est possible de l'appliquer de manière à traduire plutôt les intérêts de telle ou telle classe. Mais, il faut y insister, c'est ce que font tous les juges.

Qui dit application dit choix. Or, le choix se fait en fonction d'un point de vue. Aussi les différentes appréciations de la loi sont-elles des différences politiques.

> Le Syndicat de la Magistrature créé en 1968 à partir de l'Amicale des auditeurs de justice compte : un millier d'adhérents, soit un cinquième des magistrats du pays. Le Syndicat de la Magistrature est dirigé par un conseil national de sept membres. Les membres du CN sont élus pour deux ans et rééligibles une seule fois.

Le Syndicat de la Magistrature vient de célébrer son dixième anniversaire. Pourriez-vous rappeler les principaux jalons de son évolution ?

1) Il y eut d'abord, c'était juste en 1968 et après, l'irruption au sein de ce corps clos qu'est la justice de quelque chose de nouveau : le droit à la parole. Presque aussitôt le Syndicat de la Magistrature a entamé la critique de la hiérarchie et du pouvoir qu'elle possède par le biais de l'avancement. Réfléchissant sur la fonction judiciaire, nous avons voulu démythifier la loi, montrer que la loi, loin d'être quelque chose d'intangible, placée au-dessus de tous, n'est qu'un outil de travail. Cette affirmation, au demeurant fort compréhensible, a fait l'effet d'une bombe auprès des magistrats traditionnels. En fait, dire que la loi n'est qu'un outil de travail c'est tout simplement reconnaître que l'acte de juger est un acte politique.



Manifestation d'avocats devant le palais de justice de Paris après l'extradition de Klauss Croissant.

2) Ensuite, le deuxième grand jalon a été l'important combat pour les libertés, qu'a mené et ne cesse de mener le Syndicat de la Magistrature. Nous nous sommes opposés à des projets de lois qui nous paraissaient attenter aux libertés. Il y eut un projet de loi limitant le droit d'association, projet que nous avons dénoncé et qui finalement n'a pas abouti. Ce fut aussi le combat contre la loi anti-casseurs, c'est-à-dire l'article 314 du 8 juin 1979. On l'a vu par la suite, et très rapidement, cette loi a donné libre cours à la répression de mouvements populaires de toute nature. Ensuite nous nous sommes opposés à tout un train de projets de lois lancés par le biais de la fameuse *« doctrine de sécurité »* de Poniatovski en 1975. En vérité, sous couvert de combattre la *« criminalité violente »*, le pouvoir a tenté de mettre en place tout un système juridique portant atteinte aux libertés. C'était par exemple la loi sur la fouille des véhicules adoptée par le Parlement et rejetée par le Conseil constitutionnel comme anti-constitutionnelle. Ce qui n'a pas empêché la pratique illégale de la fouille des véhicules de se généraliser sous des prétextes juridiques divers, notamment lors des affaires Empain ou Maupetit: C'était également le projet de loi (abandonné) sur les associations de malfaiteurs qui tendait à vouloir réprimer la simple intention de nuire. Il y eut également notre opposition au projet de la convention européenne de lutte contre le terrorisme, projet signé par la France, mais non rectifié, basé sur l'extradition systématique. Or la loi française ne prévoyait pas l'extradition politique. C'était un coup porté au droit d'asile, car s'il s'agissait simplement de réprimer les détournements d'avions, ou des actes terroristes de ce genre, l'arsenal juridique français était équipé.

3) Le troisième grand jalon était constitué par la lutte pour l'application de la loi à toutes les catégories sociales. Au départ il s'agissait de combattre la délinquance financière qui n'était pas réprimée, en fonction du tort social important qu'elle cause. Il y eut l'affaire des fausses factures, puis celle des pétroliers où le magistrat Ceccaldi a fait l'objet de sanctions. En suite l'accent a commencé à être porté sur les questions de droit pénal du travail en liaison avec des accidents de travail ou des délits d'entraves à l'exercice des droits syndicaux, de *« l'affaire »* Chapron à la récente *« affaire »* Leleu.

4) Le quatrième jalon, qui actuellement fait l'objet d'une réflexion collective au sein du Syndicat de la Magistrature est celui de la justice quotidienne, c'est-à-dire de 90 % de notre activité de magistrats. Pour un juge correctionnel, ce sont les vols dans les grands magasins, les histoires de chèques sans provision, la petite délinquance, etc. Pour un juge civil, ce sont par exemple les petites affaires de paiement. Pour un juge d'instances, les injonctions de payer. Pour un juge des enfants, les affaires de tutelle aux prestations sociales. Etc. Il faut s'interroger là-dessus, car la plupart du temps les gens que l'on y rencontre sont écrasés par le système. Notre problème est d'éviter que le système judiciaire vienne peser encore davantage sur les victimes de la société. Par exemple, envoyer en prison pour un petit chèque sans provision, c'est scandaleux. Bien entendu, il y a le risque de tomber dans la fausse idée du *« bon juge »* du *« juge humain »* etc. Quoiqu'il en soit, nous constatons que lorsque l'on fait preuve d'une trop grande mansuétude dans cette justice quotidienne, l'appareil judiciaire (qui a besoin pour fonctionner de reposer sur cette répression sévère et permanente de tous les petits délits) se grippe et se voit contraint d'utiliser un *« circuit de secours »* comme les cours d'appel. Notre but c'est de révéler un certain nombre de contradictions.

Interview réalisée par le Bureau de presse du Nord.

Les affaires qui ont fait du bruit

1975, après la mort de l'ouvrier Wuillaume à l'entreprise HGD (Huiles Goudrons Dérivés) de Wendin dans le Pas-de-Calais, le juge De Charette fait inculper et incarcérer le PDG Chapron *« des conditions de travail abérrantes mettaient les ouvriers en danger permanent »*. Le 24 mars 1977, Chapron sera totalement acquitté par la cour d'appel de Douai.

1978, 1er juin, le tribunal de grande instance de Béthune condamne à un an de prison ferme le patron de la cartonnerie de Lestrem, Leleu, pour délit d'entraves aux fonctions de délégué du personnel et à l'exercice du droit syndical. Arrêté à l'audience, il fera 6 jours de prison avant que la cour d'appel n'obtienne sa mise en liberté provisoire. Jugement à la rentrée.

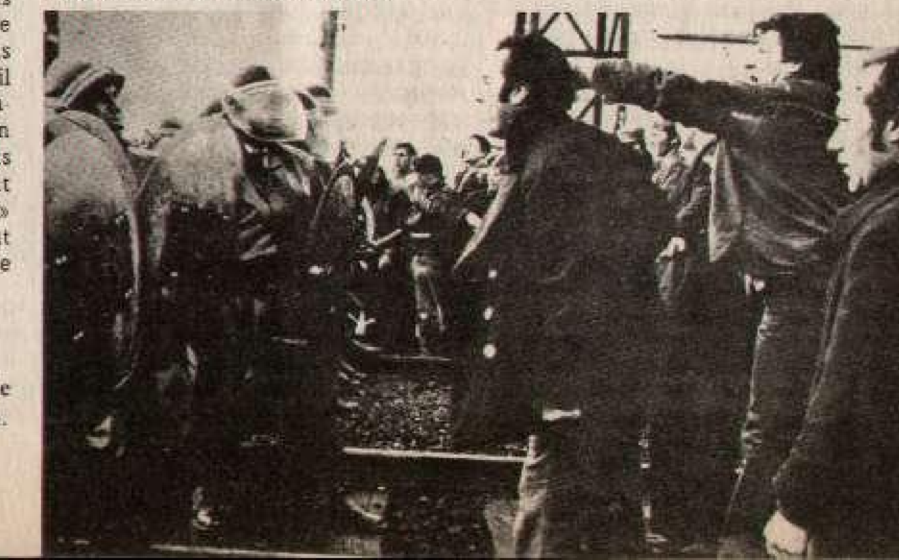
Le 14 mars 1977 une milice patronale, soutenue par FO, dont le secrétaire départemental, Bernard Alfan agresse violemment le piquet de grève de l'usine, Bénoteau, à Béthune. Le juge De Charette fait inculper Roland Angot, le patron matraqueur, et cinq de ses hommes de main dont le chef de la société de milice patronale. Le défenseur de Angot n'est autre que Philippe Leleu, fils du patron inculpé, qui était déjà défenseur de Chapron. Jugement le 26 juillet prochain.

En 1974, cinq personnes dont un cultivateur et trois de ses enfants trouvaient la mort à la suite de fuites dans des canalisations des Houillères évacuant des gaz résiduels de cockeries. Il s'avère que les Houillères n'avaient pas fait installer des parois de sécurité autour des syphons car cela coûtait trop cher. Le juge De Charette a signé le 20 juin dernier une ordonnance de renvoi de l'ancien PDG, Max Hecquet, devant le tribunal correctionnel de Béthune.

Dans la nuit du 4 au 5 mai 1974, deux ouvriers immigrés sont brûlés vifs dans l'incendie du baraquement qui leur servait de *« dortoir »* sur le chantier de construction du nouvel hôpital de Dunkerque.

Le patron Pellerey est poursuivi pour homicide involontaire, il sera relaxé *« sans peine ni dépens »* par la cour d'appel de Douai le 25 février 1977. Dans son arrêt, celle-ci rejette toutes les infractions, pourtant établies par un inspecteur du travail, comme non constituées. Pour l'absence d'affichage des consignes de sécurité, la cour d'appel ne la trouve pas justifiée car *« les locaux étaient occupés par des illétrés en langue française »*.

Le seul fait de riposter à la violence des patrons peut entraîner des inculpations, c'est la fameuse loi anti-casseurs.



Le sale coup d'été contre les immigrés

TOUS LES OUVRIERS SONT CONCERNÉS

Avec l'été vient le temps des mauvais coups. Derrière l'assurance hautaine de Barre et de son gouvernement commence à apparaitre l'inquiétude. Cette inquiétude, exprimée par tous les commentateurs appointés par les monopoles vient de ce qu'ils appellent la *" dégradation du climat social "* et *" les sombres perspectives de l'automne "*. C'est dans ce contexte que Stoléru, le secrétaire d'État à l'immigration, a décidé de frapper un nouveau coup pour tenter de mettre au pas les travailleurs immigrés.

« Nous allons organiser du 18 au 26 novembre une semaine du dialogue, pour créer dans toute la France, à tous les niveaux, des rencontres entre les Français et les immigrés pour qu'ils se connaissent mieux et que tombent certains comportements racistes. Nous voulons que davantage de chaleur humaine imprègne les relations entre Français et immigrés ».

C'est Stoléru, secrétaire d'État à l'immigration du gouvernement Barre, qui faisait cette déclaration il y a de ça un mois. La belle âme !

Au même moment, il donnait ses directives pour briser le mouvement de grève des loyers qui se développe depuis trois années dans les foyers où résident les travailleurs immigrés. Aux directeurs des foyers, il garantissait *« l'appui des pouvoirs publics pour ce qui est de la mise en œuvre des décisions judiciaires qu'ils demanderont, saisies-arrêts ou expulsions »*.

Stoléru bavarde sur la *« chaleur humaine »* mais les intruments qu'il désigne pour pratiquer le dialogue, ce sont les flics et les tribunaux !

Les directives sont rapidement appliquées : ces jours-ci une centaine de résidents des foyers Sonacotra passent en justice.

Leur crime, c'est de lutter pour faire aboutir leurs revendications légitimes. Revendications qui n'expriment rien d'autre que l'exigence d'avoir les mêmes droits que tous les travailleurs en matière de logement : un logement décent où l'on peut vivre librement.

Mais justement Stoléru et les capitalistes qu'il sert avec tant de zèle ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, le logement des travailleurs immigrés dans les foyers doit satisfaire un double but. D'abord être une source de profits. Sans doute cela est vrai de tous les logements des travailleurs. Mais ici la rapacité va loin puisque la Sonacotra encaisse jusqu'à 2 800 F mensuels pour un F6 aménagé en dix chambres plus une cuisine au moyen de leurs cloisons de contreplaqué sonores et inflammables. Voilà ce qui justifie pleinement la revendication d'une baisse de 100 F des loyers. Deuxièmement, il doit permettre d'encadrer, de surveiller les travailleurs immigrés. Le rôle de flic est imparti aux gérants de ces foyers-hôtels, leur seule véritable formation étant l'expérience militaro-policière acquise dans les campagnes coloniales. Ces gérants racistes qui volontiers paradent avec des armes et des chiens policiers, les travailleurs immigrés en réclament le remplacement par de simples concierges en même temps qu'ils réclament l'abrogation du réglement intérieur et la reconnaissance du statut de locataire.

Grève des loyers, plate-forme revendicative commune, Comité de coordination dirigeant la lutte unie, tels sont les moyens que les résidents des foyers Sonacotra se sont donnés pour faire aboutir leurs exigences.

Après avoir échoué dans la tentative d'abuser les résidents et de les diviser par des négociations foyer par foyer, et ce, malgré l'aide des municipalités PCF, le pouvoir expulsait 16 délégués des résidents au printemps 1976. Loin de casser la lutte cette répression brutale n'a fait que la rendre plus déterminée et ultérieurement plus massive. La mobilisation permit même d'arracher le retour des expulsés. Ensuite, la Sonacotra et le pouvoir tentèrent de faire plier les résidents en pratiquant les saisies-arrêts sur les salaires, l'employeur prélevant lui-même le montant du loyer sur le salaire. Mais ce fut un nouvel échec. De même, la manœuvre de la Sonacotra consistant à négocier derrière le dos des résidents avec les directions confédérales des syndicats sur une autre plate-forme que celle de la Coordination ne permit pas de venir à bout du mouvement.



Manifestation, le 1er mai 1978, à Metz des foyers en grève. Malgré la répression, depuis quelques mois, de nouveaux foyers sont entrés en lutte.

Après tant d'échecs, Stoléru est décidé à frapper une nouvelle fois, il veut en finir avec cette grève avant octobre. Il est d'autant plus pressé que le mouvement s'est étendu non seulement en province et notamment dans l'Est, mais aussi à bien d'autres foyers que ceux gérés par la Sonacotra, foyers AFTAM, ADEF: AFRP, cités de transit LOGIREP... Outre les revendications analogues à celles des résidents Sonacotra dans plusieurs de ces foyers les résidents sont en lutte pour obtenir leur relogement. C'est le cas rue Sedaine où trois résidents sont morts dans l'incendie du foyer en septembre 1977 ou bien rue Fondary dans le 15e arrondissement de Paris, ou encore au foyer de l'Yser à Saint-Denis. Là des baraquements de tôle coincés entre un dépôt d'ordure et une usine d'épuration des eaux tiennent lieu de logement depuis 20 ans à environ 200 travailleurs immigrés.

Au total, les capitalistes ont accumulé un énorme potentiel de colère en imposant aux travailleurs immigrés des conditions de logement aussi insupportables et inhumaines. Aujourd'hui, devant la montée de ces luttes qui s'épaulent et se renforcent mutuellement, ils s'inquiètent et veulent frapper pour *« revenir à une situation normale »* selon l'expression cynique de Stoléru. Car en effet pour eux ce qui est normal c'est que l'ouvrier étranger vive sous la règle du *« crève et tais-toi »* qu'ils essaient d'imposer, y compris par la terreur et les assassinats.

Cette fois encore, la menace d'ex pulsion est expressément brandie pour faire plier les résidents. Ceux d'entre eux qui auront refusé d'abandonner la lutte seront exclus des foyers. Il suffirait alors de faire état de leur présence à une assemblée générale de résidents pour que soit invoqué le prétexte de trouble à l'ordre public et de les expulser. Pas une expulsion « légale », avec préavis de huits jours, non, une expulsion selon la procédure d'urgence : avec la police qui intervient au petit matin pour vous conduire au premier avion, quitte à devoir se justifier par la suite devant le Conseil d'Etat. Voilà ce que mijote le secrétaire d'État Stoléru qui compte sur la période des congés et le silence complice de certains grands partis de gauche pour accomplir son mauvais coup. Un mauvais coup dirigé non seulement contre les travailleurs immigrés, mais contre tous les travailleurs, leurs droits et leurs libertés.

Car, il ne faut pas s'y tromper, c'est la même politique de force qui est à l'œuvre quand les grévistes sont systématiquement attaqués par les matraques des nervis patronaux ou des CRS ; quand les grévistes et leurs délégués sont systématiquement traînés devant les tribunaux pour fait de grève ; quand les soldats sont jetés dans les forteresses pour avoir osé prendre la parole... La même politique dont la seule loi est l'arbitraire des banquiers et des patrons.

Cela, il faut le dire, l'expliquer inlassablement et le traduire en acte. Et, en premier lieu, au sein même de la classe ouvrière. C'est là qu'il faut combattre, pied à pied , la propagande raciste et la division inspirées par le pouvoir. Sans une telle bataille, concrète, active, les déclarations de principe sur l'unité des Français et des immigrés ne sont que mots creux. Et les protestations ne sont qu'hypocrisie lorsqu'elles viennent une fois que le mal est fait. Alors, pour mettre en échec Stoléru, aucune force n'est à négliger. Toutes les formes de protestation doivent être suscitées et rassemblées en un puissant courant d'opposition à la répression. Alors, on s'apercevra que le gouvernement et son sous-ministre Stoléru qui se promettent d'avoir, en octobre , étouffé la lutte des foyers avaient un peu trop tôt vendu la peau de l'ours...

Pierre MARCEAU

Soutenons les résidents déférés devant les tribunaux

- Foyer de Nanterre : le 11 juillet à 14 h au tribunal de Puteaux.
- Foyers de Saint-Denis et de Pierrefitte : le 7 juillet à 14 h au tribunal de Saint-Denis.
- Foyer d'Ivry : le 7 juillet à 14 h au tribunal d'Ivry
- Foyer de Saint-Geneviève des Bois : le 7 juillet à 9 h au tribunal de Longjumeau.
- Foyer de Montreuil : le 12 juillet à 10 h au tribunal de Montreuil.
- Foyers de Chelles et de Noisiel : le 10 juillet au tribunal de Lagny.
- Foyer d'Ermont : le 13 juillet à 14 h au tribunal de Montmorency.

A propos de l'aide transitoire au logement

En même temps qu'il donnait ses directives aux sociétés et associations gestionnaires, qu'il annonçait son intention de recourir à la répression pour *arrêter le conflit* dans les foyers, Stoléru a annoncé la création d'une *« aide transitoire au logement »* pour certains résidents. Ceci, d'après lui, devrait permettre de faire accepter la nouvelle hausse de 6,5 %, applicable dans tous les foyers à compter du 1er juillet 1978. Cette aide transitoire n'est qu'une manœuvre comme l'explique le Comité de coordination.

Notre position est claire : l'APL, comme l'ATL, ne correspond pas à notre revendication sur les loyers.

Ce que nous demandons, ce n'est pas qu'on nous « aide » à accepter n'importe quel loyer exorbitant et n'importe quelle majoration fantaisiste.

Ce que nous réclamons, c'est le rééquilibre des tarifs et leur adaptation aux conditions offertes.

C'est la structure des tarifs qui doit être fondamentalement modifiée pour ne tenir compte que des seules charges effectives et justifiées.

Or, l'APL, c'est la porte ouverte à l'arbitraire des tarifs fixés par les sociétés gestionnaires qui sont, elles, les véritables bénéficiaires de l'aide venant du FAS (donc de notre argent).

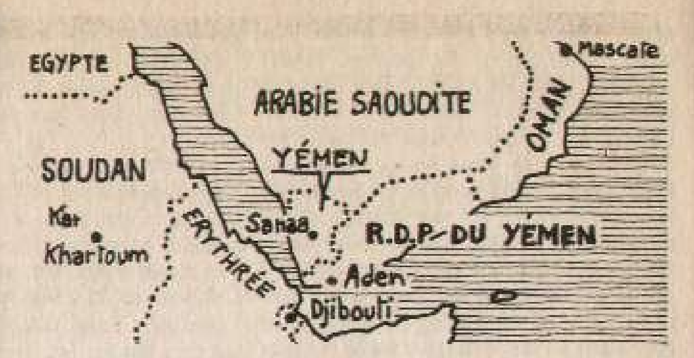
D'autre part, l'APL et l'ATL introduisent la discrimination entre les résidents : elles partent des ressources personnelles de chacun, alors que le logement est uniforme pour tous: les 1 800 F de salaire, couchent tous dans des chambres de six mètres carrés et demi, subissent le même règlement intérieur et le non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité.

L'APL, pour être juste, devrait être uniforme et indexée aux tarifs et à leurs variations.

Politique intérieure

Sud Yemen

Autopsie d'un coup d'état pro-soviétique



Samedi 24 juin, on apprenait que le président du Nord-Yémen venait d'être assassiné. Deux jours après, c'est au Sud-Yemen qu'un coup d'État éclatait et aboutissait à la chute du président Ali Robaye Salem. Celui-ci avait décidé de faire sortir son pays de l'orbite de Moscou et tentait un rapprochement avec le Nord. Quelques heures après le coup d'État dirigé par des éléments pro-soviétiques notoires, cinq cents soldats cubains débarquaient à Aden. Moscou n'a plus de souci à se faire pour ses bases dans le pays.

Contrôlant le passage de la mer Rouge à l'océan Indien, et par là-même le canal de Suez, les deux Yémen occupent une place stratégique de première importance, face à la corne de l'Afrique.

Déjà installé solidement en Éthiopie, Moscou vient, par ce coup d'État, de renforcer sa position menacée au Sud-Yémen.

Reste le Nord-Yémen sur lequel Brejnev lorgne depuis longtemps. Le deuxième assassinat d'un président en six mois n'est certainement pas innocent dans cet enjeu.

Samedi 24 juin, un individu se fait introduire auprès du président nord-yéménite au palais présidentiel comme envoyé gouvernemental. Dès qu'il est en présence du président Ahmed El Ghachmi, la bombe qu'il transportait explose. Tous deux sont tués sur le coup. Le Nord-Yémen rend aussitôt le gouvernement sud-yéménite responsable de cet attentat et rompt les relations diplomatiques.

Depuis quelques temps, la situation était en pleine évolution dans la région. Entre les deux pays, tout d'abord, le rapprochement qui avait été entamé par le précédent président nord-yéménite avant que celui-ci ne soit assassiné, lui aussi, il y a six mois, était poursuivi par le président Ghachmi.

Il rencontrait auprès du président sud-yéménite Salem Ali, un accueil favorable. Ghachmi préparait d'ailleurs un prochain voyage à Aden, voyage qui, pour la paix et la stabilité de la région devait être essentiel. Au niveau du Sud-Yémen également, la lutte qui se menait depuis longtemps entre partisans d'une politique pro-soviétique et partisans d'une politique de désengagement et d'indépendance nationale semblait tourner résolument au profit de ces derniers. Sous l'impulsion du président Ali Robaye Salem, le Sud-Yémen avait récemment retiré ses troupes du corps expéditionnaire dirigé par les Soviétiques en Érythrée. Un net rapprochement avec la Chine était également en cours après la visite d'une délégation chinoise à Aden. La présence des bases russes à Bab-El-Mandeb et dans l'île de Socotra risquait d'être remis en cause. Or, cela, Moscou ne pouvait l'accepter. Chassés de Somalie, appuyés sur un régime en guerre en Éthiopie, les Soviétiques ne pouvaient pas perdre ces bases sans que soit compromise leur stratégie dans la région. C'est là la véritable raison du coup de force de la fraction pro-soviétique dirigée par le secrétaire général du parti unique, le Front national.

Disposant des milices et soutenu par une armée fortement infiltrée par les Russes, celui-ci a mis à profit le trouble causé dans le pays par l'assassinat du président nord-yéménite. On peut même penser qu'il a monté de toute pièce cette provocation pour la faire endosser au président Ali Salem et justifier son coup de force ainsi qu'il l'a fait.

A peine ce coup d'État était-il réalisé et le président assassiné, que l'on apprenait que l'ancien vice-président Ali Nasser, pro-soviétique notoire, devenait président et, qu'en même temps, 500 soldats cubains débarquaient au Sud-Yémen « afin d'aider le nouveau régime à consolider son autorité ».

Après l'Afghanistan, c'est donc à nouveau en recourant à la subversion et au coup d'État militaire que Moscou tente d'agrandir ou de préserver ses zones d'influence, renouant ainsi avec une tradition impérialiste qu'a abondamment utilisée la CIA par le passé.

Mais tout comme l'impérialisme américain, le social-impérialisme est un géant aux pieds d'argile. Après la Somalie, le Sud-Yémen en est une nouvelle preuve. Si Moscou est obligé de fomenter des coups d'État dans des pays que l'on considère généralement comme soumis à sa zone d'influence, c'est qu'en fait, cela peut être remis en question à chaque instant. La Guinée Conakry en est encore un exemple supplémentaire. Face aux exigences de Moscou de se voir concéder une base navale, Sékou Touré a répondu en fermant une ancienne base soviétique.

Serge FOREST

Ali Robaye Salem, un partisan du non-alignement.



•Perou

En finir avec le régime du général Bermudez

Lors des élections pour l'Assemblée constituante du 18 juin dernier, les diverses formations d'extrême-gauche et de gauche nationalistes ont recueilli une forte proportion de voix : 26 % au total (alors que le Parti communiste n'en obtenait que 6 %). En dépit de la dispersion des divers partis, notamment de ceux qui se réclament du marxisme-léninisme, ces résultats montrent le degré de conscience politique des masses et leur volonté d'en finir avec le régime militaire du général Morales Bermudez et sa dépendance de l'impérialisme américain qui se traduit par une paupérisation constante.

Non a l'impérialisme

Ces résultats sont d'autant plus significatifs que les 2,5 millions d'adultes analphabètes, soit la grande masse des paysans, n'ont pas droit au vote. Par ailleurs, les élections se sont déroulées dans un climat de répression contre le mouvement ouvrier et paysan qui s'était mobilisé pendant le mois de mai dans d'importantes grèves dont le point culminant a été atteint les 22 et 23 mai avec la grève générale la plus importante de l'histoire du Pérou. (La 3e en moins d'un an). Celle-ci, qui a paralysé totalement le pays, a été sauvagement réprimée par la police et l'armée qui n'ont pas hésité à tirer sur les grévistes et les manifestants faisant plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés. Trois mille personnes ont été arrêtées et vingt dirigeants politiques et syndicaux, pour la plupart candidats aux élections, ont été expulsés en Argentine.



Manifestation de paysans dans un village des Andes.

La loi du Fonds monétaire international

De 1973 à 1978, le coût de la vie a été multiplié par six. Plus de 3,3 millions de travailleurs sur cinq sont au chômage ou sous-employés. La dette extérieure du pays est de huit milliards de dollars et le Pérou doit consacrer plus de 50 % du produit de ses exportations annuellement à son paiement.

En mai dernier, le gouvernement péruvien demanda un délai à diverses banques américaines pour payer ses échéances. Il n'y avait en effet pas un sou dans les caisses de l'État. Ces banques, par l'intermédiaire du Fonds monétaire international, posérent leurs conditions. Elles dictèrent une série de mesures de restrictions des dépenses et d'économie qui furent aussitôt appliquées. Du jour au lendemain les articles alimentaires de première nécessité, pain, lait, huile, subirent une augmentation de 100 % de même que les transports. Pour les habitants des bidonvilles, la classe ouvrière et la paysannerie, de même que pour l'ensemble du peuple, y compris la petite bourgeoisie et des secteurs de la bourgeoisie nationale, c'était un coup très dur à supporter. Ce fut aussitôt une mobilisation générale, violente et la grève générale.

Un pays riche condamné à la misère

Le Pérou est pourtant un pays d'une grande richesse. Il possède d'importantes mines de cuivre et de fer notamment, ainsi que des gisements de pétrole. Il est le premier producteur mondial de farine de poisson et sa géographie lui permet d'avoir une agriculture variée. Cependant, son sous-sol appartient aux entreprises impérialistes américaines qui l'exploitent à leur gré. L'agriculture est elle aussi aux mains de l'impérialisme qui a imposé la culture de la canne à sucre, du café et du coton, produits d'exportations, aux dépens de l'agriculture de subsistance.

Le Pérou exporte ses produits et importe des biens de productions et de la technologie aux prix fixés par l'impérialisme : produits péruviens à des prix dérisoires contre produits étrangers, américains surtout, à des prix très élevés. La farine elle-même est d'importation, ainsi que l'huile, ou le lait, ce qui les met à des prix exorbitants pour les masses populaires et les réduit à des conditions de vie inhumaines. Quant à la viande, elle est tout simplement inconnue des paysans et des ouvriers.

La dernière grève générale et les résultats des élections pour l'Assemblée constituante ont montré cependant que le peuple péruvien n'accepte plus l'oppression impérialiste. Malgré la répression, la mobilisation n'a pas décru. Il faut s'attendre dans les mois qui viennent à des luttes plus importantes encore.

Pierre DELAUBE

LA PENETRATION SOVIETIQUE EN ASIE

En 1975, il y a trois ans à peine, l'impérialisme américain prenait au Vietnam, au Laos et au Kampuchéa, la plus sévère râclée de son histoire : chassé par la lutte des peuples, il devait prendre une fuite honteuse pour lui, et réjouissante pour tous les peuples du monde. Trois ans après, l'impérialisme US reste certes présent dans la région, notamment en Thaïlande et dans l'île chinoise de Taïwan. Mais ses positions y sont nettement affaiblies.

Par contre, la place laissée vide par le désengagement forcé des USA en Extrême-Orient, le social-impérialisme soviétique, cherche de plus en plus à l'occuper. Dans beaucoup de pays, il insinue, agit dans l'ombre, complote, parle de plus en plus haut et fort. Il suscite aussi l'inquiétude grandissante et légitime des peuples de la région mais aussi leur vigilance.

Les derniers et graves événements survenus entre le Vietnam et le Cambodge, entre le Vietnam et la République populaire de Chine dont il a chassé les ressortissants de son territoire ne sont pas étrangers à cette offensive. Depuis longtemps, le social-impérialisme russe cherche à isoler politiquement la Chine socialiste qui ne cesse de dénoncer fermement sa vraie nature et ses ambitions hégémoniques. Il cherche aussi à l'encercler militairement en assurant sa domination sur un certain nombre de pays limitrophes de la Chine ou proches d'elle. Les coups d'État récents en Afghanistan, au Yémen du Sud s'éclairent singulièrement à la lumière de ces ambitions.

Mais celles-ci se heurtent aussi à une vigilance accrue des pays et des peuples qu'elles menacent, comme en Inde, au Pakistan, au Bengla-Desh, au Japon. Le projet de *Pacte de sécurité collective en Asie*, derrière lequel Moscou camoufle sa volonté d'hégémonie dans la région, n'a, pour l'instant, reçu d'approbation empressée que de sa colonie mongole.

La carte ci-contre indique les principaux points d'appui de cette offensive.

1 Extrême-Orient soviétique : En avril 1978, le maître du Kremlin, Brejnev, a effectué une tournée de plusieurs jours à l'est de la Sibérie. L'importance attribuée au développement de ces régions limitrophes de la Chine n'est pas seulement un problème intérieur. C'est aussi le signal d'une offensive du social-impérialisme en Extrême-Orient.

2 Mongolie extérieure : Ce pays est depuis longtemps déjà colonisé par le social-impérialisme. Il est associé au Comecon et au Pacte de Varsovie et son économie est un appendice de l'économie soviétique. La politique étrangère de la Mongolie extérieure est décidée par le Kremlin.

3 Mer du Japon : On y signale un net renforcement de la présence militaire soviétique, notamment de la base navale de Korsakov et de la sixième division aéroportée stationnée tout près de la Chine et du Japon.

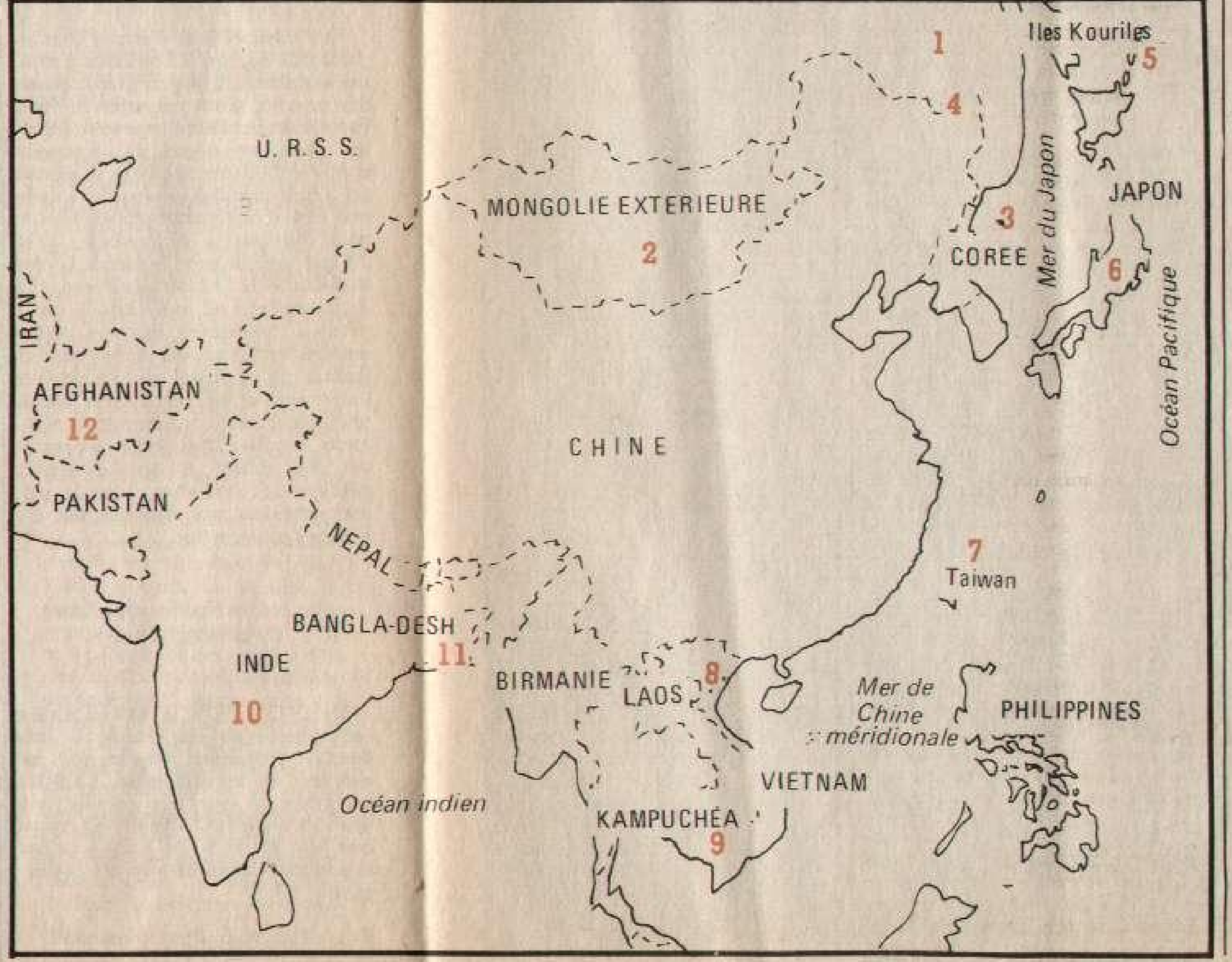
4 Frontière sino-soviétique : Depuis longtemps, l'URSS se livre à des provocations en envoyant ses troupes pénétrer en territoire chinois. Ce fut le cas lors des incidents sanglants du 2 mars 1969, sur l'île chinoise de Tchen Pao. Ce fut aussi le cas en mai dernier, quand les soldats soviétiques ont traversé le fleuve Amour qui constitue la frontière entre les deux pays.

5 Iles Kouriles : L'URSS est en train de transformer l'une des quatre îles Kouriles qu'elle occupe depuis 1945, Erotofu, en base militaire. Des avions y transportent quotidiennement du matériel militaire. Plus de dix mille hommes de troupes soviétiques y ont été débarqués récemment pour de grandes manœuvres aériennes, terrestres et navales.

6 Japon : Depuis plusieurs années, un traité d'amitié est en cours de négociation entre la Chine et le Japon. L'URSS vient d'adresser au Japon des menaces sévères en l'avertissant que la signature du traité aurait des conséquences graves pour les relations nippo-soviétiques. Pourquoi donc ressent-elle un tel dépit de la signature d'un traité de paix dans cette région, si ce n'est parce qu'il contrecarre ses plans agressifs ?

7 Province chinoise de Taïwan : Bien que l'URSS reconnaisse officiellement le gouvernement de Pékin comme seul représentant légitime de la Chine, elle s'efforce de nouer des relations officieuses, notamment sur le plan commercial, avec Taïwan. Il y a quelques années, un certain Victor Louis, soi-disant journaliste, en réalité un gros bonnet du KGB qui le charge souvent de missions délicates, y a séjourné dans ce but. Récemment, Taïwan, de son côté, a brandi la menace d'un rapprochement éventuel avec Moscou devant la perspective d'un largage par les USA.

8 Vietnam : Depuis la victoire de la guerre populaire sur les USA, en avril 1975, l'URSS essaie de transformer le Vietnam en un nouveau Cuba. Il semble que l'URSS ait obtenu des droits dans certaines des anciennes bases militaires US. Ses conseillers en tous genres se multiplient. Les persécutions des autorités vietnamiennes contre les ressortissants chinois ne sont pas sans lien avec la pénétration soviétique au Vietnam.



9 Kampuchea démocratique Un peuple indépendant et résolu à défendre son indépendance, voilà bien un os dans la gueule du Kremlin. Avant la libération totale du pays, jusqu'à la dernière minute, elle a maintenu ses relations avec la clique fantoche de Lon Nol. Actuellement, elle soutient entièrement le Vietnam dans ses provocations militaires contre le Kampuchea démocratique. Rappelons que la radio vietnamienne qui ne tarit pas d'éloges pour Moscou vient d'appeler à renverser le régime socialiste que s'est donné le peuple du Kampuchea.

10 Inde : Depuis le soutien qu'elle lui avait accordé en 1962 dans le conflit avec la Chine, l'URSS s'est infiltrée dans tous les domaines de la vie de l'Inde, notamment en signant avec elle des traités économiques qui placent l'économie indienne sous la coupe soviétique. Son matraquage idéologique et culturel était également énorme. Elle n'éditait pas moins de soixante-deux journaux et revues en Inde. La débâcle électorale infligée par le peuple indien l'an dernier à Indira Ghandi a montré, entre autres, l'opposition populaire à l'infiltration soviétique.

11 Bengla-Desh : En décembre 1971, l'URSS avait encouragé l'Inde à dépecer le Pakistan en soutenant le mouvement séparatiste au Pakistan oriental. Par la suite, le président du nouvel État, Mujibur Rahman, avait accordé de nombreuses concessions à l'URSS. Son renversement en 1974 a été une gifle cinglante pour le social-impérialisme.

12 Afghanistan : Le coup d'État de fin avril 1978 a placé à la tête de l'État le leader d'un petit parti pro-soviétique, *Abdul Kadir*. Et, bien que ce dernier ait affirmé que l'Afghanistan resterait non-aligné, il est significatif que l'URSS ait été le premier pays à reconnaître le nouveau pouvoir. Depuis des accords de « coopération » ont été signés entre les deux pays.

En bref



Les nazis américains font parler d'eux

Les nazis américains font de nouveau parler d'eux. Malgré leur faible importance numérique (ils sont cinquante au maximum dans leurs défilés, ils font beaucoup de bruit. A Chicago, à diverses reprises, ils ont organisé des défilés à la gloire d'Hitler dans le faubourg de Skokie, faubourg où vivent des milliers de juifs rescapés des camps de concentration nazis. Le juge fédéral, compatissant envers ces nazillons, les a autorisés à défiler dans un parc de la ville sans pour cela faire payer une caution. Petite faveur pour ces individus qui pourront donc chanter des chants nazis, parader dans des uniformes de troupes d'assaut, la croix gammée et brassard.

Ces nazillons de Chicago, tout comme leur rivaux de Arlington (Virginie), ne représentent guère une force aux USA. Toutefois, les idées antisémites et racistes qu'ils répandent connaissent un certain regain aux USA. Quand il y a une crise économique, il y a toujours des boucs-émissaires.

L'URSS, le premier fournisseur d'armes de l'Amérique latine

Le nombre de commandes des pays d'Amérique latine aux USA a fortement chuté ces dernières années, a déclaré le représentant du département d'État américain. Désormais, les USA sont largement devancés dans ce domaine par plusieurs pays et notamment par l'Union soviétique et Cuba.

En effet, c'est l'URSS et les pays de l'Est qui remportent la palme du premier fournisseur d'armes aux dictatures sud-américaines. Pour l'année budgétaire 1977, ils ont livré pour 400 millions de dollars d'armements alors que, dans le même temps, les USA ont vendu pour 156 millions de dollars. Les autres pays du monde ont quant à eux, fourni 350 millions de dollars.

Aucune base étrangère établie au Cap-Vert

A l'ouest du Sénégal, dans l'Atlantique, le Cap Vert n'a pas de base étrangère et n'approuve pas la politique des blocs en Afrique, indique un communiqué de la direction générale de l'information capverdienne, citant de hauts responsables du ministère des Affaires étrangères.

Ce communiqué dément « *énergiquement* » les informations récemment publiées par le journal britannique *Sunday Tegraph*, selon lesquelles l'Union soviétique tente d'établir une base navale au Cap vert et selon lesquelles l'aéroport de Sal a été utilisé pour le transport de troupes et de matériels cubains à destination de l'Angola.

« *La République du Cap-Vert*, est-il dit dans le communiqué, *se conforme au principe du non-alignement et ne permettra pas l'établissement d'une quelconque base étrangère sur le territoire capverdien ou l'utilisation de son aéroport international pour le transport de troupes ou de matériels à utiliser contre quelques pays que ce soit, en Afrique ou ailleurs* ».

Argentine

Videla, le dictateur de l'Argentine a émis l'idée d'un possible référendum sur la forme de démocratie qui pourrait être instaurée dans le pays.

Tout comme Pinochet, Videla espère donc montrer au monde que le peuple argentin est heureux de cette dictature et prêt à appuyer toute intitiative gouvernementale. La Coupe du monde n'a donc pas pu faire oublier les camps de concentration qui entouraient les stades, il faut encore autre chose. On connait déjà d'avance les résultats de ces élections : la junte au pouvoir s'y connait en matière de truquage. L'organisation du récent Mundial est là pour le prouver.

Après les récentes grèves

Interview de cinq ouvriers de Renault-Le Mans

A l'heure où les patrons de la Régie Renault, cette entreprise nationalisée soit-disant en pointe sur le plan social, annoncent le licenciement de dizaines de travailleurs « *coupables* » d'avoir levé la tête à Flins, d'avoir lutté pour 300 F d'augmentation et le classement P1 pour l'atelier des presses, à l'heure où les mêmes annoncent les milliards de bénéfices accumulés sur la sueur des ouvriers des presses comme de toutes les usines Renault en France et dans le monde, milliards investis pour intensifier cette exploitation et accroitre encore ces profits, à cette heure-là, les travailleurs de tout le pays sont en droit de se poser quelques questions.

Pourquoi le mouvement déclenché à Flins, qui a paralysé Cléon et d'autres usines de la Régie à des degrés divers, pourquoi ce mouvement qui, à Flins même, avait porté le cortège enthousiaste de milliers d'ouvriers à travers les ateliers largement désertés de l'immense usine, pourquoi ce mouvement s'est-il peu à peu éteint, au fil des interventions policières et des provocations de quelques cadres et maitrise ?

Pourquoi certaines grandes usines de la Régie comme Billancourt, le Mans, ne sont-elles pas entrées en lutte ?

Nous savons bien que les ouvriers n'y sont pas non plus « *heureux* » (comme ose le prétendre le sinitre Barre). Nos camarades du Mans ont interviewé cinq ouvriers de Renault de cette ville dont deux ont plusieurs dizaines d'années de présence dans l'usine. Leurs réponses fournissent de sérieux éléments pour le comprendre.

Pourquoi le conflit ne s'est-il pas développé au Mans, même après l'intervention des flics à Cléon et à Flins ? Voici ce qu'en pense Laurent : « *S'il n'y a pas eu plus de réactions au Mans, je crois qu'il faut voir la situation globale pour bien comprendre à quel moment ça s'est produit. Le principal c'est que les ouvriers sont découragés et n'ont pas confiance dans leurs syndicats. Surtout après l'échec de la gauche.*

Yves confirme :

— *Les obstacles sont venus en priorité des organisations syndicales CFDT et CGT. Du côté de la CFDT, je pourrais dire que, elle, qui soi-disant veut coordonner les luttes, elle en a parlé mais n'a rien fait au niveau du Mans pour le faire. D'un autre côté la CGT qui se cantonne dans des grèves sectorielles s'oppose aux grèves importantes comme la grève illimitée.*

Fernand précise pour son atelier :

Je crois que dans notre bâtiment, c'est une répercussion des dernières élections (Fernand travaille dans un bâtiment où le nombre de militants et sympathisants du PCF est particulièrement important : 30 à 40). *La confiance dans les organisations syndicales a baissé. Les gars ne font plus une confiance aveugle, ils se permettent de critiquer les délégués. Il y a quand même quelque chose qui s'est dévoilé.*

Paul ajoute que c'est la presse bourgeoise et non les syndicats qui informait sur le conflit et qu'il a fallu pas mal rouspéter pour avoir quelques informations affichées. Les tracts sont venus quand ça s'est durci à Flins et à Cléon et alors ça a été la petite guerre des communiqués, plus ou moins importante, entre CGT et CFDT, dit Paul qui a son idée sur les divergences CGT-CFDT et la tactique « *dure* » de la direction CGT :

« *Je pense que la CGT, porte-parole du PCF, avait une attitude de dureté apparente, de dureté contrôlée mais sans vouloir développer une lutte nationalement. Le contraire, à la CFDT, plus ou moins contrôlée par les socialos qui préconisent des luttes douces qui donnent l'apparence d'une lutte permanente mais qui ne va pas jusqu'à l'affrontement avec le pouvoir : pour donner l'impression qu'ils se battent.* »

Laurent apporte un exemple.

« *C'est une tactique uniquement dure en paroles, parce que lors du premier débrayage, la CGT a proposé quatre heures en fin de journée, ce qui coïncidait avec le passage des 24 heu-*

L'usine de Renault-Billancourt ne s'est pas mise en grève.



res du Mans et la Coupe du monde. La CFDT voulait un meeting aux portes de l'usine en plein milieu de journée mais elle s'est inclinée, au nom de l'unité, pour ne pas montrer les divergences.!! »

C'est bien la CFDT qui s'est inclinée, pas les travailleurs, car bien sûr, il n'y avait pas d'assemblée générale !

« Et à la CFDT: il n'y a pas eu non plus de réunion d'adhérents. Sauf une, assez tard, avec un responsable de Cléon, Gautier. Il y avait juste une dizaine de gars. S'il y a eu si peu de monde, ça tient à la démocratie dans le syndicat : pas de réunions d'atelier ».

Pour cette question de réunion d'atelier, Yves note que la CFDT et aussi la CGT parlent beaucoup de conseil d'atelier. Mais quand il s'agit de développer les luttes en s'appuyant sur une volonté de la base, sur ces critiques qui pourraient s'exprimer dans les réunions d'atelier, ça ne va plus, les dirigeants syndicaux risqueraient d'être dépassés, *« Ils n'aiment pas beaucoup ça, c'est des petits patrons ».* Mais il y a beaucoup d'autres choses par lesquelles les dirigeants syndicaux ont freiné et démobilisé, par exemple *« en jouant l'argument que Le Mans*



Défilé enthousiaste, pendant la lutte, à Renault-Cléon.

a souvent lancé le mouvement, là c'est les autres usines, à eux de continuer leur action ». Il y aeu aussi les vacances, comme l'explique Paul.

« Pour les vacances, une partie des travailleurs sont assez mous là-dessus faut l'observer. Mais où je critique le syndicat, par exemple CFDT, c'est quand il dit que les vacances c'est une nécessité, qu'il faut arrêter les luttes ou ne pas les entreprendre. C'est grave, c'est une trahison. Parce que je me rappelle en 1955, nous ne sommes pas partis en vacances, déjà à l'époque on pouvait pas se les payer, mais on restait en ville pour aider les cheminots qui étaient en grève un mois et quand cette grève s'est terminée, au retour c'est nous qui nous mettions en lutte. Or, à cette époque, on luttait mais maintenant l'attitude est contraire, on empêche le développement des luttes en disant les vacances c'est une nécessité. C'est démobilisateur. »

Autre élément de division : le racisme.

« Pour les gars, à Flins, c'est des « bougnoules ». Moi, chaque fois je discute quand j'entends le terme bougnoule, négro, à chaque fois je remets sur le métier « pardon je ne comprends pas » : il faut qu'on me donne le nom du travailleur, car c'est un travailleur quelle que soit la couleur de sa peau. Combien de fois on m'a dit : « toi, tu seras dans ton HLM à bouffer du pain sec et les bougnoules feront la loi dans les usines » ou alors « moi j'ai mon môme qui est au chômage et on embauche des immigrés ». C'est courant ça et pourtant on leur explique que c'est le jeu du gouvernement français qui s'arrange avec leur gouvernement. Je pense que sur nos journaux révolutionnaires on prend fait et cause pour les immigrés mais je pense que, par tract, on n'explique pas assez leurs luttes, leur double exploitation. On fait du bon boulot à propos de la SONACOTRA, mais ce n'est pas suffisant. »

Mais les syndicats combattent-ils le racisme ? Bien sûr que non, dit Michel : *« La CFDT, à une époque, a tenté de faire quelque chose, elle n'a peut-être pas été trop loin ; elle s'est avérée malgré tout un peu moins raciste que la CGT ».* Michel fait ici allusion à Augat, ponte important de la CGT-Reanault-Le Mans, qui en 1971 avait affirmé *« On ne va pas se mettre en grève pour des macaques qui viennent de descendre de leur cocotier ».*

Laissons ces travailleurs conclure.

« Ne soyons pas défaitistes, voyons ce qu'il y a de concret, parce qu'il y a une volonté de lutte et que si les syndicats voulaient vraiment une lutte ardente... Cette volonté elle existe chez les gars mais elle ne peut pas se concrétiser parce qu'il y a les divisions syndicales, une trahison que les travailleurs sentent, ça si on peut l'expliquer, à nous de réveiller cette flamme et alors si les directions syndicales nous matraquent pas trop, matraquage moral pour commencer, on pourra peut-être réanimer la lutte.

FLINS

A Flins, la direction de la Régie vient de se *« venger ».* Non seulement plusieurs grévistes des presses et délégués ont été victimes d'agressions brutales de la part de cadres, flics en civil et autres CDR, à l'intérieur même des ateliers. Mais la répression ne s'arrête pas là. Environ 80 travailleurs dont 5 délégués CGT et CFDT sont menacés de licenciements et certains même de poursuites judiciares. Tout doit être fait pour empêcher ces licenciements, faire échec à la répression qui s'opère à l'ombre des négociations reprises entre la Régie et les dirigeants syndicaux.

CLÈON

A Cléon, la reprise du travail et l'échec sur le plan revendicatif n'ont pas eu l'effet démoralisateur et de division qu'ils ont bien souvent. Ainsi, une partie des grévistes qui ont participé à l'occupation se sont vu amputés de 60 % une prime qui tombait en juin.

Environ 350 travailleurs sont touchés. Aussitôt, des collectes se sont organisées dans toute l'usine pour compenser les retenues de salaires décidées par la direction.

C'est près de 95 % des ouvriers qui participent à ces collectes, y compris quelques agents de maitrise. Et on voit les ouvriers qui forment des délégations dans l'usine pour remettre les collectes aux ouvriers sanctionnés.

Bref, les grévistes et les occupants que la presse, la Régie et certains syndicalistes se complaisaient à présenter comme isolés ne le sont pas tant que ça... Et puis les discussions sont nombreuses pour tirer entre ouvriers les leçons de la grève. La situation n'est pas mauvaise à Cléon.



«Nous ne désarmerons pas même pendant les vacances»

Les travailleurs vosgiens mènent avec une grande détermination la lutte sur le terrain. Ils sont décidés à se battre pour que vive leur vallée, pour ne pas être chômeurs, pour que les Vosges ne se transforment pas en « réserve d'Indiens » pour touristes.

Ils s'opposent à la zone verte qui brade leur emploi pour ne donner place qu'aux hôtels de luxe. Ils veulent vivre et travailler au pays.

Leurs actions s'intensifient et se durcissent : grève dans les usines Boussac, ; dans tout le département, barrages de route et blocage des canaux et voies ferrées durent depuis plusieurs semaines.

Oui, ces luttes des travailleurs vosgiens sont justes. Elles s'inscrivent dans le sens de la lutte de classes. Seul, un rapport de forces dans l'unité permettra que se concrétise cette volonté de vivre et travailler au pays.

Il est bien clair que la politique des patrons et de Giscard vise à restructurer pour plus de profits. C'est ce qui explique l'actuelle désindustrialisation des Vosges et la propagande faite autour de la fameuse zone verte. Mais qu'en est-il en fait ? Qui cela sert-il ?

Cette zone verte s'inscrit dans le cadre des sixième et septième plans : effacer les vieilles industries et favoriser les équipements pour le tourisme. Quel intérêt pour les travailleurs de la région, puisque les hôtels naitront d'investissements de gens bien fortunés absolument étrangers aux besoins de la population laborieuse.

Des routes récentes ont été tracées dans le massif vosgien, larges de 7 mètres. Pour ce faire, il a fallu abattre des hectares et des hectares de sapins. Pour qui ces routes ? Elles sont strictement réservées à l'armée, pour y faire les manœuvres, sans que pour autant, du moins aujourd'hui encore, le massif vosgien soit un terrain militaire.

A Pierre-Percée, près de Celles-sur-Plaine, un lac est prévu, qui refroidira la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle). Là encore, il faudra abattre cinq cents hectares de belles forêts, noyer une vallée entière, exproprier les petits paysans de leurs terres.

Face à l'ensemble de ces projets, les travailleurs, en majorité, disent : *« Nous ne voulons pas de vallée morte, nous ne voulons pas de zone verte qui ne peut servir que les capitalistes pour venir se dorer les fesses chez nous ou aux militaires jouant à la guéguerre. Ce que nous voulons tous, c'est vivre et travailler ici dans les Vosges. On ne veut pas partir ailleurs. Notre vie est ici. »*

Le mouvement de protestation des ouvriers vosgiens se durcit : blocage des voies rapides sur la nationale 57, sur les déviations de Thaon, Igney, Nomexy sur les nationales 59 (Nancy-Strasbourg) et 424 ; coupure de la voie ferrée Nancy-Epinal-Belfort, du canal de l'Est. Ces actions sont prises en main et menées par les hommes et les femmes de la région. Les ouvriers et ouvrières de chez Boussac et des autres entreprises touchées entendent ainsi démontrer à l'opinion publique leurs objectifs : obtenir leur salaires de juin, de juillet et de septembre. Ils viennent, par leur lutte, de décrocher leur paie de juin ; ils continuent, durant l'été, d'occuper leurs usines pour exiger la garantie de trouver du travail sur place.

Outre l'occupation des usines, ils ont programmé des journées « portes ouvertes ». D'autres actions peuvent être envisagées, disent-ils, et *« durant l'été, il pourrait y avoir des surprises, car nous restons mobilisés sur le tas. »*

Les amis lecteurs qui à l'occasion des vacances passent par les Vosges peuvent leur témoigner leur solidarité en rendant visite aux ouvriers et ouvrières des usines occupées et en se faisant l'écho de leur lutte.

De notre envoyé spécial
Bernard NOVION

L'emploi assassiné dans les Vosges

Après bon nombre d'entreprises vosgiennes qui sont menacées de fermeture dans beaucoup de vallées, voici que le patronat procède de nouveau à un véritable assassinat de l'emploi dans les Vosges.

Chagué, de Cornimont, vient de déposer le bilan de ses trois usines : les usines Jacquel du Rabodeau (Vosges), de Natzwiller, celle de Dinsheim. Cofrsmaille de Shirmek laisse peser de graves menaces de licenciement pour 140 travailleurs.

Fondés en 1840, les établissements Jacquel, filature et tissages, font partie du groupe Agache-Willot.

Chez Boussac, les difficultés vont bon train ; le règlement judiciaire est maintenant étendu à sept nouvelles sociétés, le tribunal de commerce de Paris l'a annoncé mardi 27 juin : la CITEC (vente de tissu en Afrique), le SOCO (pansements et déchets de coton), l'entreprise Collot (bâtiments et travaux publics), les établissements Raphaël Cornille (négoce), la manufacture de Sénones (immobilier), les filatures de Blainville-sur-Eau (textile) et la société commerciale de valeurs industrielles (société de portefeuilles). C'est désormais *vingt-huit sociétés employant onze mille deux cents salariés, soit la quasi totalité du groupe* – sauf Christian Dior – qui se trouvent sous administration judiciaire.

Enquête

Les conditions de vie des ouvriers agricoles

ENQUETE

Les salariés agricoles sont en France les travailleurs les plus exploités : des journées de travail longues et pénibles pour des salaires de misère. L'INSEE explique « *Les indicateurs de revenus et de conditions de vie placent les salariés agricoles à la dernière place de tous les classements par catégorie socio-professionnelle* ».



Ouvrier agricole au travail.

Une étude récente du Centre d'étude des revenus et des coûts donne des chiffres significatifs.

A la fin de 1977, 61 % des 400 000 salariés agricoles gagnaient moins de 200 000 anciens francs par mois (c'est aussi le cas de 40 % des paysans). 24 % gagnaient de 200 000 à 250 000 anciens francs.

Si les revenus sont médiocres, les conditions de vie le sont également. En 1972, 47 % du budget des salariés agricoles est consacré à l'alimentation (39 % pour les ouvriers, 43 % pour les paysans), tout en étant inférieur de 9 % à celui de la moyenne des ménages.

Toutes les dépenses courantes des ménages de salariés agricoles sont nettement inférieures à celle de la moyenne des ménages.

25 % pour l'habillement.
37 % pour l'hygiène et les soins.
43 % pour la culture, les loisirs.
50 % pour l'habitation.

Les salariés agricoles subissent de nombreuses disparités par rapport aux autres catégories sociales : durée de travail plus longue, couverture sociale plus faible, non-reconnaissance en tant que travailleurs manuels pour le droit à la retraite à 60 ans. La récente loi sur la mensualisation ne les concerne pas...

Toutes ces conditions de vie et de travail se traduisent par :

– Des accidents de travail nombreux : 3 à 4 fois plus élevés que pour les autres catégories socio-professionnelles (sauf les manœuvres), deux fois plus que les paysans qui font normalement les mêmes travaux.

– Le taux de suicide est élevé : deux fois plus que pour les OS, 50 % de plus que chez les paysans.

– L'alcoolisme est développé.

– L'espérance de vie est de 69,8 ans pour les salariés agricoles, 73 pour les agriculteurs-exploitants ; 68 pour les manœuvres.

Les salariés agricoles sont aussi victimes d'un grave isolement social : ils ont été et restent encore à l'écart de la législation sociale ; ce n'est qu'en 73 qu'ils ont été alignés sur le régime-accidents des autres salariés. 19 % des enfants des salariés agricoles suivaient en 1972 la filière longue à leur entrée en 6e. 80 % des salariés agricoles ne font partie d'aucune organisation.

Et ce n'est pas l'Association nationale de développement agricole (gérée par les gros paysans), laquelle prône l'augmentation de la productivité qui peut favoriser l'épanouissement des salariés agricoles. Il faut dire que ces messieurs sont généreux : si les salariés agricoles représentent 16 % de la population active agricole, ils ne reçoivent que 0,69 % du budget du Fonds national de développement agricole. Autre exemple, la chambre d'agriculture du Finistère n'a versé, en 1977, aux salariés agricoles que 0,23 % du budget consacré au développement agricole.

Correspondant HR Brest.

Editorial

L'unité, une exigence des travailleurs

A l'hôpital Sainte-Anne à Paris, les syndicats CGT: CFDT & FO ont signé un tract critiquant vertement un tract du PCF qui attaquait le Parti socialiste. « *Vos querelles, disent ces syndicalistes, ne nous intéressent pas, elles nuisent à la lutte* », qui soit dit en passant continue toujours.

Aux arsenaux de Brest, tel responsable syndical, critiquant à la tribune de l'assemblée générale un autre syndicat est hué par les travailleurs. « *Vos divisions nuisent à nos luttes, disent les ouvriers, n'est-ce pas elles en effet qui sont, plus sûrement que les interventions policières, venues à bout du mouvement qui ne demandait qu'à s'intensifier et à se développer chez Renault.* »

Que le PC dispute au PS l'hégémonie dans l'opposition de gauche, cela ne fait aucun doute. C'est bien de cela dont il a été question à son dernier comité central, et les luttes n'intéressent les chefs de ce parti que s'ils en sortent renforcés face à leurs concurrents... et face à leurs propres adhérents.

Que les clans s'entre-déchirent au sein du PS, et qu'il s'agisse de la meilleure façon de devenir ou de redevenir ministre, cela ne fait pas de doute non plus. Mais décidément ce n'est pas notre affaire.

Notre affaire à nous

Notre affaire à nous ouvriers des arsenaux, du textile, de la sidérurgie, de Moulinex, des chantiers navals, de Renault, à nous travailleurs français ou immigrés qui devons combattre le plan Barre, car il y va de nos conditons d'existence et de celles de nos enfants, car il y va de notre dignité de travailleurs face aux exploiteurs. Notre affaire à nous paysans pauvres ou endettés que le plan prévoit de chasser par centaines de mille des terres où nous voulons continuer à vivre et travailler.

Notre affaire à nous, jeunes qui sortons de l'école pour entrer au chômage ou l'exploitation que la loi autorise et organise.

Notre affaire à nous c'est bien autre chose, c'est l'affaire du peuple ce n'est pas l'affaire de politiciens qui se croisent et se rencontrent dans les salons de l'Élysée où Giscard les accueille encore ces jours-ci. Leurs divisions et leurs querelles, l'unité de façade bâtie pour quelque échéance électorale ne les masquent que le temps d'un campagne et nous ont déjà assez fait de mal. Elles ont maintenu, entretenu la division des travailleurs. Les travailleurs eux aspirent profondément à l'unité face à leurs ennemis communs ; c'est celle qu'ils construisent dans la lutte par laquelle ils combattent la politique monopoliste dont le plan Barre est l'expression et par laquelle en même temps ils échappent à l'emprise des politiciens diviseurs qui ne les apprécient qu'en nombre de voix ou de cartes d'adhésion.

Il faut consolider cette unité aujourd'hui

Il faut travailler à étendre et à consolider cette unité aujourd'hui morcellée pour qu'elle devienne celle de toute la classe ouvrière et autour d'elle de tout le peuple, et c'est pour cela qu'est nécessaire le parti prolétarien, car sans lui l'unité de toute la classe n'est pas possible.

C'est à cela qu'il doit travailler de toutes ses forces aujourd'hui car c'est dans ces luttes qu'il se trempe et s'édifie.

Jacques DUROC

Moulinex

Elles se sont emparées de leur lutte

Les travailleuses et les travailleurs du groupe Moulinex sont en grève. Mi-juin ils sont entrés dans la lutte pour obtenir 400 francs d'augmentation, la cinquième semaine de congés payés et le paiement des ponts. Le groupe Moulinex emploie en majorité des femmes et celles-ci ont un rôle déterminant dans la grève et l'occupation.



Le groupe Moulinex s'est implanté dans une zone rurale, la Basse-Normandie et beaucoup d'ouvrières sont d'origine rurale. Cela entraine pour la lutte plusieurs conséquences.

Dans les endroits où les usines sont implantées depuis un certain temps et où il y a des traditions de lutte, les paysans sont venus manifester leur soutien. A Cormelles, comme pendant l'occupation de 1974, les agriculteurs ont tué un bœuf et ont vendu la viande au prix coûtant aux grévistes. A Vilaines-La-Juhel, c'est spontanément qu'ils sont venus apporter lait et œufs aux grévistes. Mais se trouver en zone rurale entraine aussi des difficultés, étant donné les idées ancrées de longue date qui subsistent parfois encore. La main-mise du catholicisme, la soumission aux curés, aux propriétaires, tout ceci est ancré dans la tête de nombreuses personnes. Pendant des siècles, la fermière s'est trouvée isolée, subissant l'autorité du mari, du propriétaire, du curé et c'est dur de faire le pas et de rompre avec les habitudes. C'est cela aussi que les grévistes de Moulinex ont à combattre.

Exploitées jusqu'à la lie

Trop, c'est trop et les ouvrières n'ont plus supporté les 1 900 F pour 40 heures de chaine. Elles en ont eu assez de voir leur santé brisée par les cadences infernales (700 pièces à l'heure aux presses) ou, à Cormelles, par les16 tonnes à déplacer dans la journée aux bacs des rôtissoires.

Ce que les ouvrières ont aussi refusé, c'est d'être doublement exploitées à la chaine et dans leur corps. Combien de fausses couches à cause des conditions de travail trop pénibles. Les ouvrières de Mayenne ont demandé un allongement du congé-maternité. Voici ce que leur a répondu le médecin du travail, le docteur Dumesnil *« C'est pour votre confort personnel. Les femmes dans les camps de concentration étaient très maigres, elles faisaient pourtant de très beaux enfants »*.

Les ouvrières n'ont plus voulu du viol légalisé. Ce n'est pas pour rien qu'elles disent : *« Si tu veux avoir de l'avancement, il faut coucher avec la maitrise »*.

Unité et détermination

Haut et fort, elles revendiquent de meilleures conditions de travail. A Caen, les femmes ont décidé qu'elles seraient plus actives pour occuper, elles se sont opposées à la CGT qui voulait appliquer le principe *« les femmes occupent le jour, les hommes la nuit »*.

Quand le commando fasciste est entré de force dans l'usine de Caen, ce sont des femmes, la majorité des occupants, qui ont riposté. Les femmes sont les plus nombreuses parmi les grévistes, cependant elles sont peu syndiquées.

Des obstacles, il y en a beaucoup, comme le manque de temps pour assister aux réunions. *« Après huit heures de boulot à la chaine c'est difficile d'assister encore à une réunion »*. Et puis il y a le problème de la garde des enfants que le mari ne veut pas toujours assumer.

Cette lutte à Moulinex marque donc l'entrée de nouveaux contingents de femmes chassées des campagnes dans les rangs actifs de la classe ouvrière.

Coordonnée sur tout un trust, elle rassemble des millions de travailleurs dans une unité et une détermination que n'ont pu briser ni les interventions policières ni les provocations d'une maitrise formée à l'école de Citroën (quand elle n'en vient pas directement). Cette coordination, cette unité, cette détermination sont à l'actif d'un patient et juste travail de préparation syndicale : voilà qui contraste avec ce qui s'est passé par exemple à Renault !

Autant d'éléments d'ores et déjà riches de promesses et d'enseignements pour l'avenir.

Nathalie Villotiers

Après avoir été attaqués par un commando fasciste, les ouvrières et les ouvriers affrontent les CRS.

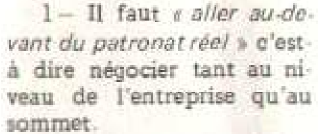


Pour les militants CFDT

Un choix entre deux lignes



Les poignées de mains historiques, les sourires sur les marches du palais, les applaudissements des patrons au forum de « l'Expansion », autant d'apparitions spectaculaires des dirigeants confédéraux qui sont restées en travers la gorge de bon nombre de militants CFDT. Pourtant, si l'on revient un peu en arrière, on peut retrouver la ligne qui guide ces actes. Elle est très clairement expliquée dans le fameux rapport Moreau, paru dans « Syndicalisme-Hebdo » dès janvier 1978. Cinq grands thèmes en faisaient la charpente.



1 – Il faut *« aller au-devant du patronat réel »* c'est-à dire négocier tant au niveau de l'entreprise qu'au sommet.

2 – Cette négociation exige la définition de revendications immédiatement exigibles (d'où la formule à la mode dans les instances *« au ras des pâquerettes »*).

3 – Pour avoir le rapport de force, il faut l'unité des trois : FO a été trop souvent négligée.

4 – Pour que la CFDT apparaisse comme une force, il lui faut être homogène. D'où la chasse aux sorcières, les exclusions, les dissolutions.

5 – Enfin, il faudra veiller au contenu de la formation syndicale et, notamment, veiller à toute référence abusive au marxisme.

Ces thèmes permettront à la presse bourgeoise de qualifier les positions nationales de la CFDT comme *« social-réalistes »*.

Pourtant, passée l'échéance électorale, gouvernement et patronat accentuent leur volonté de faire payer la crise aux travailleurs. Les licenciements, les fermetures d'usine se multiplient. Des milliers d'ouvriers sont jetés au chômage. Le blocage des salaires va bon train, pendant que la liberté des prix est réinstaurée. Le statut des salariés est partout remis en cause : le nombre des hors-statuts, des vacataires, des intérimaires ne cesse d'augmenter. Le pouvoir financier se concentre dans nombre de mains, alors que la filialisation devient l'instrument privilégié pour casser l'unité des travailleurs. La répression antisyndicale devient la règle des directions du personnel. Les interventions de CRS ne se comptent plus, ajoutées aux raids des milices patronales.

Une volonté de riposte

Face à cette situation, chez les travailleurs, c'est bien plus le « ras le bol » que le « au ras des pâquerettes ». Une volonté de riposte souvent étouffée par la méfiance vis-à-vis des directions syndicales, trop fréquemment acculée à des luttes dispersées, isolées. Pourtant, les occasions ne manquent pas de globaliser les mécontentements, de cimenter l'unité des travailleurs : Terrin, Boussac, Moulinex et surtout Renault (« Quand Renault éternue, la France s'enrhume » !). Alors la direction confédérale le déclare avec cynisme que la grande masse des travailleurs est démobilisée, alors que c'est elle la responsable! Cette grande masse attend, en fait, des propositions d'action, des initiatives de nature à rompre l'isolement.

Renforcer la ligne pour un syndicat de classe

Nous devons renforcer le courant des militants combatifs qui veulent redonner aux luttes tout leur sens de moteurs des changements sociaux. Il nous faut, face à la ligne de collaboration de classe, de capitulation des Maire, Moreau et Cie, renforcer, organiser la ligne pour un syndicat de classe. Rompre pour cela les barrières artificielles des structures syndicales trop calquées sur la division capitaliste du travail, unir, à la base et dans l'action, tout ce qui peut être uni. Et ceci, partout où nous sommes, dans l'entreprise, mais aussi dans toutes les instances syndicales où nous pouvons être présents et où nous devons être les relais, les porte-parole des luttes.

Joël FABIEN

RECYCLAGE ?

L'annonce publique de trois départs de la commission exécutive a surpris aussi bien par la « qualité » des intéressés que par sa rapidité, puisque ces trois départs n'auront lieu qu'au congrès confédéral de 1979. Il s'agit de :

— Decaillon, responsable à l'organisation, c'est-à-dire l'exécuteur des hautes œuvres de mise au pas ;

— Salannes, responsable des questions internationales, pour lequel il est prévu d'autres fonctions, sans autre précision.

— Et surtout, J. Moreau, « appelé à l'extérieur ». La commission exécutive croit-elle ainsi paraitre plus à gauche ? A propos... il aurait été très intéressant de connaitre les remplaçants. Candidats, à vos marques !

Défendre le Concorde et l'Airbus ou défendre les travailleurs?

Toute nationalisée qu'elle soit, la SNIAS a perdu 7 000 travailleurs depuis 1970, près de 1 500 en 1977 ! Bonne situation aussi pour faire accepter le blocage des salaires. Qui plus est, l'affaire Concorde a entraîné, dans la division-avion, un chômage technique qui a duré un an, soit trois cents francs de perte de salaire environ.

Depuis le 20 mars, le chômage partiel est suspendu, grâce aux commandes des Airbus. Et voilà le deuxième volet de l'exploitation capitaliste : les cadences.

La SNIAS, c'est quatre divisions : division-avions (13 000 travailleurs) ; travaille à 40 % en sous-traitance pour Dassault) – hélicoptères – fusées – missiles : Elle possède des usines à Toulouse, Nantes, Saint-Nazaire, Marseille. La production militaire représente 52 % du chiffre d'affaires total.

Le programme Airbus (commandes fermes d'Eastern Airlines et de la SAS scandinave) fournit du travail jusqu'en 1982. Pour cette nouvelle charge, va-t'on embaucher ?

Oui, deux centvingt personnes, pour la plupart cadres et techniciens supérieurs, en compensation de 1200 départs " naturels " en 1978. C'est clair, la direction compte sur une augmentation des cadences de travail pour passer d'un Airbus par mois en janvier 1978 à deux en fin d'année (actuellement 1,4).

Pour atteindre ses objectifs, la direction compte sur les bonifications (3 à 10 % du salaire) et sur les agents techniques du travail (AET), formés par la SOGIC — qui forme également les cadres du RPR ! — et chargés d'organiser les postes pour faire la chasse aux temps morts. La direction, comme partout, fait également pression par les « rallonges individuelles ».

Quelle défense des travailleurs

Le PCF, lors de l'affaire Concorde, disait que défendre l'avion, c'est finalement défendre l'emploi. En un mot, les travailleurs sont subordonnés à la production. Argument logique... au sens des capitalistes. Mais qu'en est-il ? La logique de la rentabilité de l'aéronautique française impose les restructurations, l'intégration de toutes les entreprises de construction aéronautique, donc les licenciements. Et la même logique impose les augmentations des cadences et le laminage des salaires. Avec la vente de Concorde, les travailleurs de la division-avion ont connu le chômage partiel, mais la vente d'Airbus n'a rien rapporté non plus aux ouvriers. Les cadences ont augmenté, le salaire est aux boni, les AET sont là. Il n'y a que FO pour trouver ça bien ! Les travailleurs de la SNIAS attendent toujours les embauches de productifs pour lesquelles ils avaient manifesté, derrière les avions en carton-pâte posés sur des voitures-sono de la CGT. 12 600 travailleurs ont fait les frais de la rentabilisation de l'aéronautique pour permettre la percée d'Airbus aux USA. Voilà la réalité. Mais ce n'est pas celle que regardent les dirigeants du PCF. En défendant tel ou tel avion, en proposant telle ou telle solution pour vendre mieux, ils veulent prouver au patronat qu'ils savent faire tourner aussi bien la société capitaliste. C'était bien la logique de leur propagande électorale.

Lutter pour gagner, pour l'emploi, contre les cadences.

Certes la situation syndicale est une entrave à la mobilisation ; FO et ses compères, CFTC et CGC, ont la majorité des postes de délégués. A la SNIAS, la création d'une section FO est impulsée par la direction, en 1972. A Toulouse comme à Marignane, c'est une organisation de type CFT : elle contrôle l'embauche, la distribution des rallonges individuelles etc.

Le Parti communiste français a entraîné la CGT dans les campagnes : « Concorde, l'avion de la CGT », « Concorde à New-York » et autres pétitions pour la mise en chantier de l'A 200. Et pendant ce temps, aucune action sérieuse contre la fermeture de l'usine Châteauroux et les licenciements un peu partout.

Mais à Blagnac, près de Toulouse, à l'atelier Potez-Electricité qui fait le câblage des cabines de pilotage d'Airbus, des hélicoptères les cent vingt travailleurs ont lutté en mai contre l'augmentation des cadences, par des débrayages, des prises de parole dans les autres ateliers. La direction a mis à pied deux délégués mais les AET ne se montrent plus et les boni se situe au-dessus de 5 %. Comme toutes les usines de Toulouse se sont sous le régime du boni, cette première escarmouche risque bien d'être suivie d'un conflit plus étendu. C'est la seule voie pour lutter contre les licenciements, contre les cadences accrues ou pour les augmentations de salaire.

Quant à la question des transports au service des travailleurs, il faut pour cela une société dont les travailleurs soient les maîtres : le socialisme. Hors de ces conditions, tout programme aéronautique ne sera appliqué que dans une logique de profit capitaliste, pour servir les capitalistes et non les travailleurs. Laissons aux dirigeants de FO ou du PCF l'idée qu'Etat capitaliste et ouvriers peuvent avoir les mêmes intérêts dans Concorde ou Airbus.

Jacques DUROC

Les dirigeants syndicaux viennent déposer au ministère des pétitions soutenant le projet Airbus.



Handicapés

Les mensonges de la loi d'orientation

La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées date maintenant de trois ans. Dans son article 32, elle instituait une garantie de ressources pour celles qui exercent une activité professionnelle, notamment dans un CAT (centre d'aide par le travail). Tant que n'étaient pas connus les décrets et circulaires d'application, cette loi a pu faire illusion pour certains et servir la propagande démagogique du gouvernement Giscard-Barre. Aujourd'hui, nous commençons à connaître les mesures concrètes découlant de cette loi.

En principe, le but de cette *« garantie de ressources »* était d'assurer un revenu fixe minimum, assorti d'une progression de ce revenu en fonction du rendement pour les handicapés travaillant en ateliers protégés ou en CAT. Qu'en est-il en réalité ?

Une garantie illusoire

Les circulaires d'application disent bien que le montant des ressources garanties en CAT est égal à 70 % du SMIC, mais elles précisent que le complément de rémunération versé par l'État ne peut, en aucun cas, être supérieur à 55 % du SMIC. Ce qui signifie que les handicapés travaillant en CAT et touchant une rémunération inférieure à 15 % du SMIC, percevront un revenu inférieur à ces 70 %.

Par contre, les handicapés, percevant un salaire supérieur à 15 % du SMIC, auront droit à la garantie des ressources, mais aussi aux bonifications. Celles-ci seront proportionnelles au rendement et le total de la rémunération pourra atteindre ainsi 110 % du SMIC.

En outre, ces compléments de rémunérations ne sont pas cumulables avec les allocations déjà versées au-delà de certains plafonds. Tout cela va donc nécessiter, pour les handicapés, un réexamen des droits aux allocations qu'ils perçoivent actuellement. Il ne s'agit donc pas de mesures nouvelles en faveur des travailleurs handicapés, mais d'une réorganisation des systèmes de rémunérations visant, en fait, à rationaliser l'exploitation de la main-d'œuvre handicapée.

...qui masque une diminution réelle des salaires

Récemment, un directeur de CAT a prévenu les travailleurs et leurs familles qu'ils devaient s'attendre à une réduction de la rémunération pour ceux :

– Dont la productivité serait inférieure à 15 % du SMIC ;

– Qui ferait moins de 35 h de travail par semaine ;

– Qui seraient souvent obligés de s'absenter pour maladie ;

Ajoutant que, par contre, les ressources augmenteraient proportionnellement à leur productivité pour ceux qui seraient assidus.

Autrement dit, les travailleurs handicapés dont la productivité n'est pas suffisante, ceux que leur handicap oblige à travailler moins de 35 h par semaine, ceux qui sont malades, tous ceux-là n'intéressent pas les capitalistes, ils peuvent crever, on ne leur assurera pas ce minimum de 70 % du SMIC — déjà bien en-dessous de leurs besoins. Bien sûr, les responsables de ces CAT ne sont pas en cause, ces dispositions ne dépendent d'eux en aucune façon, elles leur sont imposées par la loi et il leur est impossible de s'y soustraire.

Garantie de ressources mais pour les exploiteurs

Ainsi la soi-disant garantie des ressources va se traduire dans les faits, pour certains, par une diminution de leurs revenus. Cette loi d'orientation *« en faveur des personnes handicapées »* se révèle donc comme une loi inique qui ne profitera en rien à ceux qui en auraient le plus besoin. C'est en réalité une loi en faveur de l'État capitaliste qui, en lâchant quelques miettes à ceux qu'il pourra faire travailler davantage, masque le fait qu'il s'apprête à diminuer encore les ressources de tous ceux qui ne sont pas « rentables » c'est-à-dire la grande masse de ces handicapés.

Henri BERTHAULT



Ouvriers imprimeurs du Centre de l'aide pour le travail de l'Espérance (Doubs)

Quelques idées de lecture

Des livres récents

« L'ADIEU AUX ENFANTS » par Alain Buhler – 300 p. 44 F. (Olivier Orban). La vie du docteur Janusz Korczak qui abandonna sa clientèle bourgeoise pour se consacrer à l'orphelinat d'enfants juifs qu'il avait créé à Varsovie. Il y appliqua ses idées concernant le gouvernement des enfants par eux-mêmes. Enfermé avec tous ses gosses dans le ghetto, il fut emmené avec eux à Treblinka où ils périrent tous.

« LE CLOS DU ROI » par Marcel Scipion – 280 p. 44 F. (Seghers). L'auteur est berger, mais aussi apiculteur, sourcier, coureur de bois et un peu braconnier. Cloué sur un lit d'hôpital à la suite d'un accident, il en a profité pour écrire dans un style simple et plein de verve ce récit de son existence sur les plateaux des Basses-Alpes. Aujourd'hui guéri, Marcel Scipion n'écrit plus, il a recommencé à vivre.

« LA MARIE-MARRAINE » par Hortense Dufour. – Roman, 282 p. 42 F. (Grasset). Ce roman raconte la vie d'un chantier de construction d'autoroutes, dans la région lilloise. Mariée à un chef de chantier qui a travaillé sur les autoroutes, l'auteur a pu observer quotidiennement la vie en marge de ces véritables cités provisoires que sont ces chantiers et s'est servie de cette expérience pour écrire son roman.

« UN ARBRE VOYAGEUR » par Claire Etcherelli – Roman 339 p. 49 F. (Gallimard). La vie de deux jeunes femmes, Anna et Milie, filles d'une lignée de « forçats du travail ». C'est une chronique de la vie des exploités. Les emplois sans intérêt, les travaux arrassants, le chômage, les enfants malades, les licenciements, les bas salaires, la misère. Mais aussi l'espoir d'en sortir Mai 68 et l'enthousiasme militant, les blindés soviétiques à Prague.

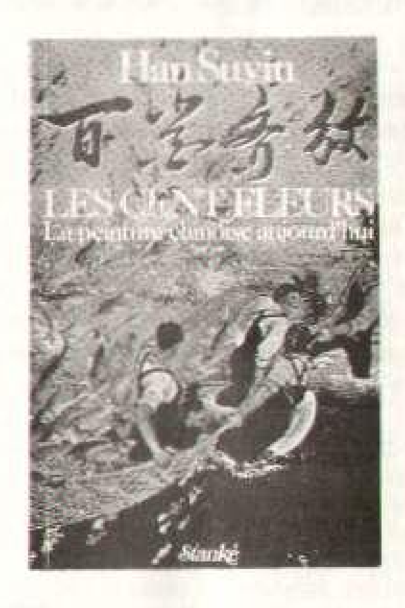
« LES CENTS FLEURS – La peinture chinoise aujourd'hui » par Han Suyin – 240 p. 45 F. (Édit. Stanké).

Han Suyin cherche à décrire ce qu'il est advenu de la peinture chinoise depuis 1949. Aucun mouvement artistique ne pouvant être comp.is en dehors de l'environnement politique et social dans lequel il s'enracine, elle a rencontré de nombreux peintres pour mieux connaître leur environnement. Elle a séjourné dans des familles de paysans qui dirigent leur propre école artistique, elle s'est rendue dans les usines, les mines de charbon, les gisements pétroliers de Taking où les ouvriers organisent leurs « groupes culturels » et font des expositions itinérantes montées sur camion.

« CAMINAREM » par Jean-Pierre Chabrol et Claude Marti – 330 p. 45 F. (Laffont) En occitan, « caminarem » signifie : « *Nous continuerons à cheminer ensemble* ». Ils continueront leurs luttes, ces vignerons des Corbières que Chabrol fait parler dans son dernier roman dont l'action commence à l'été 1975 pour s'achever par la fusillade de Montredon le 4 mars 1976. Plus un reportage, qu'un roman.

– « 1788 LUTTES REVOLUTIONNAIRES POUR UNE PROPRIETE PAYSANNE » – par Maurice Fallevic et JD de la Rochefoucault – 304 p. 36 F. (Édit. sociales) : le conflit de la paysannerie et des nobles propriétaires ruinés à la veille de la Révolution de 1789. Dialogue du film projeté par la télévision en introduction au débat des Dossiers de l'écran sur « le monde paysan avant la Révolution » le 28 mars dernier.

« L'IMPORTUNE VERITE » par Raymond Marcellin – 300 p. 48 F. (Plon). Ou les mémoires de Marcellin, premier flic de France pendant six ans de 1968 à 1974, admirateur de Cavaignac, qui réprima dans le sang la Révolution de 1848, et qui proclama son horreur de la Commune. Pour mieux connaître l'ennemi.



Les Editions du Centenaire

– TOME V des œuvres choisies de Mao Tsé-toung (broché : 20 F, relié 29 F.)
– ÉCONOMIE RURALE EN CHINE. . . . . 18 F.
– HISTOIRE ÉCONOMIQUE DES GRANDS PAYS CAPITALISTES . . . . . . 38 F.
– HISTOIRE DE LA CHINE MODERNE . . . . 42 F.
– URSS : la dégénerescence, du socialisme au social-impérialisme. . . . . . . 15,50 F.
– STALINE : « Les questions du léninisme » . . 11,80 F.
– LA SESSION DE LA Ve ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (comportant notamment le texte de la Constitution . . . . 5 F.

MAO TSE-TOUNG : De la première base rouge à la Libération.

CHOU EN-LAI : Une vie au service du peuple et de la révolution.



– MILICIENNES DES ILES par Li Jou-tsing (roman sur les femmes chinoises) – 9,75 F.

– LA CHINE TELLE QUE L'ONT VUE DIX SYNDICALISTES . . . . 15 F.

OUVRAGES POUR LESQUELS NOUS AVONS PUBLIE DES NOTES DE LECTURE CES DERNIERS MOIS

– « L'USINE DE LA PEUR » par Daniel Bouvet – 30 F (bim. No 13 du 1 au 14-9-77).

– « UNE MILICE PATRONALE : PEUGEOT » par C. Angeli et N.Brino - 12 F (Maspéro) (bim.No 13 du 1 au 14/9/77).

– «B... COMME BARBOUZES » par P.Chairoff (A. Moreau) (bim. No 13 du 1 au 14/9/77).

– « M... COMME MILIEU » par J. Sarazin (A. Moreau) bim. No 13 du 1 au 14/9/&&).

– « TOYOTA, USINE DU DÉSESPOIR » par Kamata Satoshi – 36 F (Édit. ouvrières) (bim. No 20 du 8 au 22/12/77).

– « DES TRAVAILLEURS AUX PIEDS NUS » par les travailleurs de l'IMRO – 334 p. – 40 F (Édit. Fédérop) (bim. No18 du 10 au 23/11/77).

– « L'ÉTABLI » par Robert Linhart – 180 p. 18 F (Édit. de Minuit). (bim. No 29 du 27/4 au 11/5/7*).

« SI ON ME DONNE LA PAROLE » par Domitila Chungara, femme de mineur bolivienne – 288 p. – 45 F (Maspéro) (Bim. No33 du 21/6 au 5/7/78.)

– « MAMA JONES, Autobiographies », traduit de l'anglais par C. Audry & M. Stalio – 188 p. (Maspéro) (HR. quot. No 843 du 9/3/78).

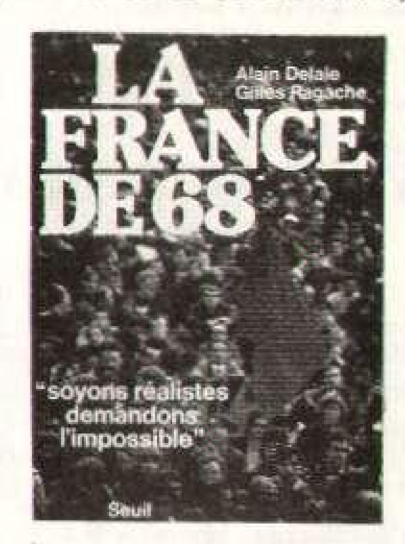
– « MÉMOIRES D'EXTREME ASIE » par Étienne Manac'h – 593 p. 65 F (Fayard). (bim. No 24 du 2 au 19/2/78).

– « LE CINÉMA CHINOIS » par Régis Bergeron – 36 F (Eibel) (Bim No 24 du 2 au 19/2/77).

– « FR3 L'INFORMATION BAILLONNÉE » libre blanc sur l'encadrement de l'information – 15 F. (Le commander à / Syndicat national des journalistes, pièce 86-21 – Maison de Radio-France – 116, av. du Pdt. Kennedy – 75016 PARIS) (Bim. No 26 du 2 au 16/3/78).

– RÉEDITION DES ROMANS DE JULES VERNE : en Livre de poche (bim. No 32 du 7 au 21/6/78).

– « LA FRANCE DE 1968 » par A. Delale et G. Ragache – 50 F (Seuil) (bim. No 31 du 25/5 au 9/6/78).



– « LA CHINE : RENDRE LA JUSTICE OU RÉSOUDRE LES CONTRADICTIONS » brochure AFC – 5 F (HR Quot. No 912 du 20/6/78).

Brochure APN

– « LES TRAVAILLEURS ET LE LOGEMENT » par Jean Nestor – 3 F.

– « LES CRIS DE LA COMMUNE » par A. Brieuc – 3 F.

– « LA CRISE VITICOLE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LE COMBAT DES TRAVAILLEURS DE LA VIGNE » par Lucien Nouveau – 2,50 F.

– « CITROEN BAGNE CAPITALISTE : De la révolte à la lutte organisée » – 5 F.

– « LES DIRIGEANTS DU PCF CONTRE LES TRAVAILLEURS : QUAND ILS SONT AU POUVOIR » 5 F.

– « LA QUESTION DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE » par Jean Nestor – 5 F.

– «106e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS » 5 F.

– « LE PEUPLE DE TURQUIE FACE AUX DEUX SUPERPUISSANCES » documents des revues Aydinlik et Halkin Sesi – 5 F.

– « ZAIRE : POURSUIVRE LA LUTTE CONTRE LE SOCIAL-IMPÉRIALISME ET SES LAQUAIS » par des communistes marxistes-léninistes du Zaïre – 3 F.

– « LA CHINE RESTE ROUGE » par Jacques Jurquet et Henri Jour – 5 F.

– « KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE : l'aube d'une vie nouvelle » par Pierre Delaube – 10 F.

– « AVEC LE PARTI MARXISTE-LÉNINISTE POUR L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIERE » par André Druesne – 5 F.



Passez vos commandes et opérez vos réglements à ,
APN-ÉDITIONS – BP 279 –
75866 Paris Cédex 18

LE BRETON

Une langue qui ne veut pas mourir



Des enfants sur le chemin de l'école Diwan.

Le breton est une langue employée tous les jours par de nombreux ouvriers, paysans, marins-pêcheurs. Pourtant, les Bretons étudient-ils leur langue à l'école ? Entendent-ils leur langue à la radio, la télévision ? Non.

Depuis deux siècles, la langue bretonne est méprisée, persécutée.

En Bretagne, lors de la Révolution de 1789, la lutte contre la religion est liée à la lutte contre la langue bretonne, seule langue alors comprise par le peuple. En 1794, Barrère, orateur jacobin et le fédéralisme parlent bas-breton !!

En 1831, les préfets des Côtes-du-Nord et du Finistère déclaraient : « Il faut absolument détruire le langage breton ». Le sous-préfet de Morlaix aux instituteurs de la ville en 1845 : *« Surtout rappelez-vous que vous n'êtes établis que pour tuer la langue bretonne ».*

En 1880, coup dur pour la langue bretonne avec l'instauration de l'école primaire obligatoire *en français* ; les instituteurs apprenaient le français aux enfants sans recourir à leur langue maternelle.

Le capitalisme avait besoin, alors, d'une main-d'œuvre plus instruite et mobile, de l'uniformisation du marché intérieur, de la centralisation administrative.

A la veille de la guerre 14-18, il y avait 1 300 000 bretonnants, soit 90 % de la population de la Basse-Bretagne. Toutefois, la langue bretonne subissait toujours la même répression.

En 1925, de Monzie, ministre de l'Instruction publique déclare : *« Pour l'unité linguistique de la France, le breton doit disparaître ».*

On institua notamment le système du symbole que l'on appelle la « vache ». Le symbole était un objet (sabot, fer à cheval, etc.) pendu au cou du « chenapan » qui osait parler breton à l'école. Le dernier en possession du symbole, à la fin de la journée, était puni.

Par exemple, il devait écrire 100 fois : « Je ne parlerai plus jamais breton ».

Ce système, qui a existé jusque dans les années 1950, a beaucoup marqué les esprits en Bretagne.

Le breton n'a donc jamais cessé de régresser.

Depuis, rien n'a changé. Pompidou disait en 1972 : « Il n'y a pas de place pour les langues régionales dans une France destinée à marquer l'Europe de son sceau».

Quant à Giscard, il nous a offert en 1977 sa Charte culturelle, quelques miettes en plus, quelques minutes en plus à la radio, à la télé...

Ce qu'il met en avant, c'est « l'unité nationale » tout comme Marchais d'ailleurs.

Pourtant, aujourd'hui le quart de la population de Basse-Bretagne parle quotidiennement le breton et près d'un million de personnes la comprennent.

Le combat pour la langue bretonne

Le combat contre l'oppression de la langue bretonne n'a jamais cessé.

Avant la guerre 14-18, le socialiste Émile Masson disait : « La langue bretonne peut comme toutes les autres langues, véhiculer toutes les idées, y compris les plus révolutionnaires ».

En 1938, 305 communes de Basse-Bretagne sur 634 réclament l'enseignement du breton. En 1967, une pétition d'Emgleo Breiz recueille 150 000 signatures.

Depuis 1968, c'est le renouveau culturel : les jeunes se mettent à apprendre le breton, les vieux retrouvent la fierté de leur langue, de leur culture. La chanson, la musique traditionnelle, les Fest-Noz redeviennent populaires.

De 1969 à 1972, le Comité d'action pour la langue bretonne, « Galv » obtient un grand succès (manifestations, marches, rebretonnisations des noms de lieus).

Aujourd'hui, le mouvement en faveur de la sauvegarde du développement de la langue et de la culture bretonnes connait une certaine ampleur.

Mais ce combat reste difficile car une langue qui n'est pas enseignée dès la maternelle, qui n'a qu'une place ridicule à la radio et la télévision risque de mourir.

D'où l'importance des écoles maternelles en breton créées par l'Association Diwan, soutenues par un vaste courant d'opinion.

D'où l'importance du combat pour la langue bretonne menées par diverses associations comme « Skol an Emsav » anticapitaliste, comme « Al leur Novez » qui organisent des stages chez les paysans pour les jeunes bretonnants.

Ce combat contre l'oppression linguistique organisée par la bourgeoisie monopoliste est l'une des composantes du combat contre le capitalisme.

Correspondant Brest

La francisation des noms de lieu

– Ti bleiz : « la maison du loup » est devenu Tiblaise (la maison de Blaise).

Kroarzhent ar puns : « le croisement du puits » est devenu « Croissant de la puce ».

Anecdotes tragiques mais véridiques :

– Au camp de Coulie, en 1870, sont parqués les régiments de Bretons, retirés des combats. Visite d'un général. Les Bretons le supplient : « D'ar ger, d'ar ger ! ». Et le général de s'exclamer : « Ah, ces braves bretons qui veulent aller à la guerre ! ». En breton « d'ar ger » signifie « à la maison » !

– En 1916, un soldat breton fut exécuté comme espion, il ne parlait pas français.

suite de la page 32

que la plupart des philosophes acceptaient.

Matérialiste, Diderot l'est aussi quand il explique que toutes les connaissances viennent du monde réel par la voie de la sensation et de l'expérience concrète. Diderot a posé des jalons indispensables dans la voie du matérialisme dialectique. En effet, au XVIIIe siècle, les philosophes matérialistes comme d'Holbach, Helvétius ou La Mettrie expliquaient bien le monde par la matière en mouvement. Mais ils étaient tributaires du développement des sciences de l'époque or, la plus développée de ces sciences était la mécanique (c'est-à-dire l'étude du mouvement en tant que déplacement). Il s'ensuit que leur matérialisme était mécaniste : le monde, l'homme sont des machines ; le cerveau secrète la pensée comme le foie, la bile. Les lois qui régissent le monde et les hommes sont toujours les mêmes, donc les mêmes événements se reproduisent continuellement. Les matérialistes mécanistes n'avaient aucune conception de l'évolution des hommes et des animaux, ils ignoraient tout du processus historique.

La composition de la matière

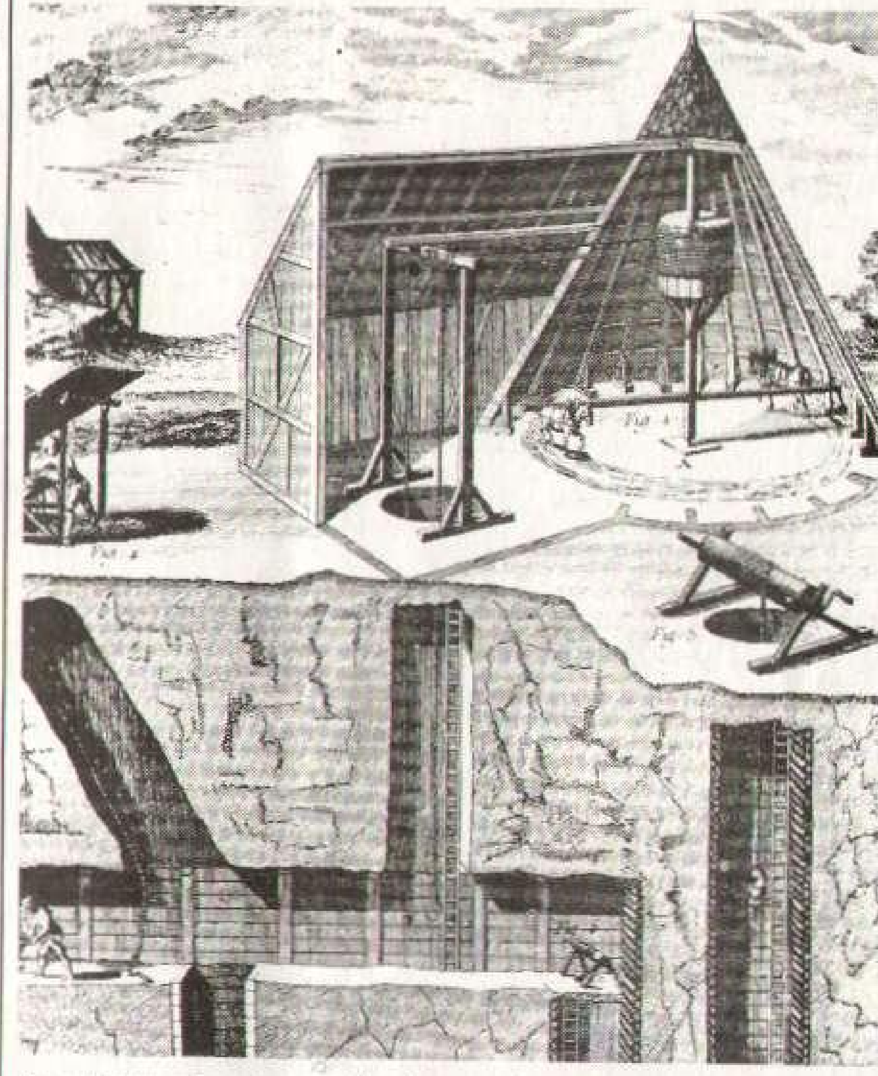
Diderot est allé aussi loin que pouvait le lui permettre les conditions historiques. Passionné par la chimie, Diderot a posé sérieusement le problème de la composition de la matière et refusé l'idée d'une matière animée uniquement de mouvements mécaniques.

Dans l'article « *Espèce humaine* » de l'*Encyclopédie*, il écrit : « Tout concourt donc à prouver que le genre humain n'est pas composé d'espèces essentiellement différentes. La différence vient de la nourriture, des mœurs, des usages, des climats ». Non seulement donc, Diderot refuse la distinction entre races supérieures et inférieures (il n'y a originairement qu'une seule race d'hommes) , non seulement il refuse la théorie de la fixité des espèces (théorie de l'Église : Dieu a créé le monde une fois pour toutes), mais il explique leur évolution différente par des facteurs naturels et sociaux (les mœurs, les coutumes, etc.).

C'est d'ailleurs en tirant les conséquences de cette théorie que Diderot sera l'un des seuls à s'interroger sur la légitimité de la colonisation, quand il fait dire à Orou, le vieux Tahitien, qui accueille Bougainville : *« Ce pays est à toi ! Et pourquoi ? Parce que tu y as mis le pied ? Si un Tahitien débarquait un jour sur vos côtes et qu'il gravât sur une de vos pierres ou sur l'écorce de vos arbres " ce pays est aux habitants de Tahiti ", qu'en penserais-tu ? »*

Marx, Engels et Lénine ont rendu hommage aux philosophes matérialistes du XVIII siècle, Diderot en tête. Le matérialisme du XVIIIe siècle français est une des parties constitutives du marxisme qui en recueille l'héritage, et l'apport de Diderot à cet héritage est considérable. La bourgeoisie, elle, une fois arrivée au pouvoir n'a eu de cesse de renouer avec l'idéalisme, garant de l'ignorance et de la soumission, et de renier ses philosophes matérialistes.

MANIVERS



Des animaux animent un treuil qui permet de remonter le minerai de la mine (extrait d'une planche de l'Encyclopédie).



Dans une autre planche de l'Encyclopédie, un homme actionne cet énorme volant, qui, par l'intermédiaire d'une courroie, communique son mouvement à un tour.

DIDEROT
Un philosophe révolutionnaire



Portrait de Diderot, d'après une gravure de Delonnoy.

En 1749, la parution de la *Lettre sur les aveugles* vaut trois mois d'incarcération à son auteur. Celui-ci, Denis Diderot, aura à faire à la répression tout au long des trente années (1751-1780) jalonnées par la parution des 35 volumes de l'*Encyclopédie* dont il a la direction et qui constituera un véritable monument de la pensée bourgeoise du XVIIIe siècle.

C'est que dans cette deuxième moitié du XVIIIe siècle, la lutte est dure entre la bourgeoisie française qui domine toute l'économie et n'a aucun droit et l'aristocratie féodale d'autant plus cramponnée à ses privilèges qu'elle les sent menacés. Ce combat, la bourgeoisie le mène à la fois contre les institutions et contre les principes théoriques de la société féodale. Ses cibles principales sont l'Église et la monarchie absolue, mais aussi la conception métaphysique du monde. Diderot est un de ceux qui sont allés le plus loin dans ce combat.

Pour mener à bien l'œuvre immense de l'*Encyclopédie*, Diderot s'est entouré des penseurs les plus avancés de son époque : Voltaire, De Jaucourt, D'Holbach, Turgot, Quesnay et bien d'autres. La part de Diderot est considérable, on lui doit de très nombreux articles, en particulier la plupart des descriptions techniques très nombreuses dans l'*Encyclopédie*. Mais c'est aussi grâce à son obstination que l'œuvre est menée à son terme, malgré la censure royale, les poursuites du Parlement, les attaques de l'Église, jésuites en tête, et les campagnes de diffamation menées par les coteries aristocratiques. C'est que Diderot a très à cœur son combat politique et philosophique. Certes, quand il s'attaque aux institutions politiques, Diderot ne va pas au-delà des intérêts de la classe qu'il représente, et le propre de la bourgeoisie, alors même qu'elle est la classe révolutionnaire, c'est de ne pas assurer l'émancipation de l'ensemble de l'humanité, œuvre qui ne peut être menée à bien que par le prolétariat. A l'article « *Représentants* » de l'*Encyclopédie*, il écrit :

« *...Le gouvernement féodal ne nous montre que des souverains sans force et des peuples écrasés et avilis par une aristocratie, armée également contre le monarque et la nation...* »

« *Il est donc de l'intérêt du souverain que sa nation soit représentée* ». Mais, ajoute-t-il, « *c'est la propriété qui fait le citoyen* », « *c'est en proportion de ses possessions que la voix du citoyen doit avoir du poids dans les assemblées nationales* ».

Beaucoup plus radicale est l'attaque contre l'Église et la religion. Diderot dénonce l'intolérance, le parasitisme du clergé, l'obscurantisme de la théologie, « *la fausseté de tous les systèmes religieux* ». Diderot est athée, alors que la plupart des philosophes du XVIIIe restent déistes, comme Voltaire.

Tout au long de son œuvre, il affirme que l'idéal de l'homme n'est pas le bonheur dans l'au-delà, comme le soutient l'église, mais bien le bonheur sur terre, réalisé grâce à la domination de l'homme sur les forces de la nature. Ce bonheur est rendu possible par la Raison, la Science, le Progrès, les techniques qui assureront une augmentation générale de la richesse.

L'*Encyclopédie* porte d'ailleurs en sous-titre « *Dictionnaire universel des sciences, arts et métiers* ». Elle n'est pas seulement en effet un recueil de tous les thèmes épars de l'idéologie bourgeoise. C'est aussi une mise au point des dernières découvertes scientifiques et techniques. Elle se donne explicitement pour but la réhabilitation de tous les inventeurs oubliés par l'histoire, mais à qui l'humanité doit le progrès.

La philosophie, elle-même, a un but pratique :

« *La philosophie doit étudier les motifs naturels de l'action de l'homme pour trouver des moyens, du même genre, de le rendre meilleur et plus heureux pendant cette vie passagère.* » (Diderot : article « Homme »). Le philosophe n'est pas un surhomme. C'est, dit Diderot, « *un honnête homme qui agit en tout par la raison* ». Or, la raison est à la portée de tous ceux qui refusent l'autorité de la tradition, les préjugés, les discours sans queue ni tête de l'Église, qui refusent, en dernier ressort, l'idéalisme.

Diderot matérialiste

Les idéalistes affirmaient que le monde a été créé par Dieu, que c'est la pensée qui produit la matière, que la pensée est l'élément principal. L'idéalisme, soigneusement entretenu par les classes dominantes, aboutissait (et continue à aboutir) à la résignation et à l'immobilisme : si le monde a été créé par Dieu, si la matière n'existe pas en dehors de tout esprit, nous ne sommes pas capables de connaître le monde, encore moins de le transformer.

Le champion de l'idéalisme, à cette époque, était l'évêque anglais Berkeley pour qui les choses n'existaient que dans notre esprit et n'avaient aucune réalité en dehors de notre esprit.

Diderot a qualifié l'idéalisme de Berkeley de « *système extravagant... système qui, à la honte de l'esprit humain et de la philosophie, est le plus difficile à combattre, quoique le plus absurde de tous* » (Lettres sur les aveugles).

Matérialiste, Diderot l'est quand il explique le monde par la matière en mouvement et par rien d'autre et refuse l'Etre suprême, « *Grand Horloger* »

suite page 31